

Rouge

**Fête LO-LCR
25-26-27 mai
Presles
(Val-d'Oise)**

M 1578 N°1159 6,50F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IV^e Internationale)

10 au 16 mai 1985

Une nouvelle date sanglante

Par Alain Krivine

Un mort, plusieurs dizaines de blessés : tel est, à l'heure où nous bouclons ce numéro, le bilan des affrontements ayant opposé, à Nouméa, des militants indépendantistes kanaks à une populace colonialiste déchaînée. Les images diffusées par la télévision, ces commandos fortement armés et haineux à l'encontre des Kanaks, ne sont pas sans en rappeler d'autres, vieilles d'une vingtaine d'années. A cette époque, les colons racistes entendaient « casser du fellouze ». Aujourd'hui, ils cherchent à « casser de l'indigène ». Dans l'un comme dans l'autre cas, la même haine reflète la même volonté de préserver des privilèges imposés par la force et la ségrégation.

Les responsabilités sont clairement établies. La droite et l'extrême droite ont provoqué cette sinistre chasse à l'homme. Au nom de quoi le RPCR se permet-il à présent de dénoncer la provocation qu'aurait représenté le rassemblement de militants kanaks sur la place des Cocotiers ? Nouméa, comme le reste du territoire, n'est-elle pas avant tout une terre kanake ? En ne supportant pas les démonstrations du mouvement nationaliste dans les rues de Nouméa, la droite caldoche laisse entrevoir sa référence profonde : un régime d'apartheid où les premiers occupants se verraient interdire certaines zones, au gré des colons.

Mais le gouvernement ne saurait être lavé du sang kanak qui vient de couler. Pour endiguer les revendications du FLNKS et imposer ses projets néo-coloniaux, Pisani a lancé ses policiers à l'assaut des tribus kanakes et fait saisir tout ce qui pouvait servir à leur défense. Mais le pouvoir s'est bien gardé d'agir avec la même brutalité contre les milices caldoches qui se préparent à l'affrontement depuis des mois.

Le résultat est patent. Et, lors des affrontements du 8 mai, en restant passifs devant les exactions caldoches, les policiers ont bien montré qu'ils n'étaient rien d'autres que les défenseurs de l'ordre colonial. Cela montre bien l'inanité des plans qui s'efforcent de concilier l'inconciliable, l'intérêt des colons et celui des opprimés.

Le 8 mai 1985 constituera une nouvelle date sanglante dans l'histoire de la Kanaky. Cela ne peut que nous inciter à redoubler d'ardeur dans le soutien au combat pour l'indépendance kanake et socialiste.

Kanaky

Le gouvernement

manœuvre

Les colons

assassinent

Interview exclusive de Jean-Marie Tjibaou

Un

spectacle

non-stop

sur plusieurs
scènes
aménagées

Samedi

Pascal Robin, Izuran, Folklore de Turquie, Square
Jacqueline Charton, Jean Kergrist, Yves Le Reste, Daniel Duroy,
Gruppo teatro laboratorio de Verone,

Marianne Sergent et Luther Allison

Dimanche

Ballets Agouti, Itri Amelal et Yougourten, Hizar, Poinchevaux
Bellevue Banlieue blues,

Anne Sylvestre et Francis Lalanne

Lundi

Paicavi, Woopie Makers, Chimes, Christine Costa, Jean-Claude François

Francesca Solleville et Karim Kacel

Animation

Théâtre à bâtir, O'Osco, les Rémouleurs de complaints

A la Guinguette

Jean-Claude Gombault et son orchestre musette, Laurette Faber
et Bloc-note

25
26-27
MAI

Pentecôte
85

Pour
construire
une force
anticapitaliste

à
PRESLES

FETE

de **LUTTE OUVRIERE** et de la
LIGUE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE

Autocars gratuits depuis la Porte de la Chapelle

Organisée en commun cette année, la fête LO-LCR va rassembler pendant trois jours des milliers de travailleurs et de jeunes venus de toute la France. Ainsi, dans un cadre de détente et de loisirs, l'occasion sera donnée à tous ceux qui ne se reconnaissent pas dans la politique des grands partis de gauche de faire le point sur ce qui s'est passé depuis quatre ans et de discuter ensemble des moyens de construire une alternative à la politique des partis traditionnels de gauche. Des dizaines d'organisations et d'associations seront présentes et de nombreux débats seront organisés sur tous les thèmes et préoccupations qui motivent aujourd'hui nos luttes et nos espoirs.

Quatre grands débats sont déjà prévus qui se dérouleront cette année sous un grand chapiteau. Le premier traitera du développement de l'extrême droite et du racisme ; le second abordera le problème des luttes des travailleurs et permettra de mieux cerner les obstacles rencontrés et les possibilités actuelles. Le troisième grand

débat portera sur la lutte du peuple kanak en présence d'un représentant du FLNKS. Enfin, toutes les forces organisées à la gauche de la gauche participeront à un grand débat sur l'alternative. En dehors de la LCR et de LO, ont déjà accepté le PSU, la FGA, la GA, le PCML, les Grünen, avec notamment Dorothee Piermont, députée au Parlement européen.

Ce grand rassemblement aura aussi une dimension internationaliste, par la présence, non seulement de plusieurs sections de la IV^e Internationale, mais aussi de nombreuses organisations révolutionnaires et anti-impérialistes. Nicaragua, Salvador, Afrique du Sud, mineurs anglais, syndicalistes de Solidarnosc : tous ont été invités pour parler de leurs luttes. Les 25, 26, et 27 mai, nous ferons la démonstration qu'il existe en France un large courant anticapitaliste. Ce sera donc une fête, mais aussi une grande manifestation politique. Tout doit être fait pour en assurer le succès.

ABONNEMENT A DOMICILE

	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F	Nom _____
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F		Prénom _____
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F	Adresse _____
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F	Formule choisie _____
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	250 F	250 F	Règlement à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil Tél : 859 00 80
Abonnements par avion : nous consulter			

Rouge

● Edité par la société Presse-Edition-Communication (PEC)

● Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31

● Directeur de publication : Christian Lamotte

● Commission paritaire 63922

● Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir
93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)



Sommet de crise

Le sommet des principaux pays capitalistes réuni à Bonn, du 2 au 4 mai, a consacré une nouvelle étape dans la crise du bloc occidental. Il a vu Reagan et Mitterrand s'opposer sur l'enjeu économique principal de la rencontre. Pour autant, l'hôte de l'Elysée n'a pas changé de politique internationale.

D'année en année, les sommets qui réunissent les chefs d'Etat et de gouvernement des principales puissances occidentales montrent l'ampleur de la crise secouant le monde capitaliste.

Non seulement la rencontre de Bonn, du 2 au 4 mai, aura confirmé ces tendances, mais elle aura consacré une nouvelle étape dans la crise du bloc occidental. Les intérêts propres de chacune des classes dominantes s'y sont en effet heurtés si sérieusement qu'aucun accord, même formel, n'est intervenu sur les principaux points en discussion.

Le choc des intérêts opposés

S'il en fut ainsi, c'est que la reprise économique amorcée en 1983 et 1984 donne les premiers signes d'essoufflement. Aux Etats-Unis, qui en étaient la locomotive, le taux de croissance enregistré au premier trimestre de cette année (1,3 %) laisse prévoir une baisse de 3 % sur 1984. Tel est l'aboutissement logique des mécanismes qui ont conduit à l'expansion des deux dernières années. Car cette dernière a essentiellement été stimulée par l'approfondissement du déficit budgétaire de la citadelle impérialiste (200 milliards de dollars par an, depuis quatre ans). Pour éviter que ce trou n'entraîne un dérapage de l'inflation, l'administration Reagan s'est efforcée d'attirer outre-Atlantique, une masse de capitaux étrangers, à la recherche de juteuses opérations spéculatives. Pour y parvenir, elle a dû maintenir des taux d'intérêt élevés entraînant la montée continue du cours du dollar au détriment

des équilibres économiques des autres puissances capitalistes.

Si, dans un premier temps, cette politique a permis un redémarrage de la production dans quelques secteurs, elle a également produit des effets désastreux sur l'ensemble de l'économie d'outre-Atlantique. La hausse du dollar rend en effet les marchandises industrielles américaines moins compétitives par rapport aux produits en provenance des autres pays occidentaux. En 1984, les importations américaines en provenance du reste du monde ont pratiquement atteint l'équivalent du produit intérieur brut marchand de la France (341 milliards de dollars). Les échanges avec le Japon affichent un déficit de trente-sept milliards de dollars. Et les exportations de produits industriels manufacturés des pays du tiers-monde vers Washington dépassent même celles des USA vers ces pays.

Il en résulte des conséquences en chaîne pour l'industrie américaine. Des firmes telles que Caterpillar, Ford, Du Pont de Nemours ou Good Year ferment certaines de leurs usines pour se redéployer à l'extérieur des Etats-Unis.

Ce contexte explique les principales propositions formulées par Ronald Reagan à Bonn : l'ouverture de négociations commerciales multilatérales (NMC), devant déboucher sur la suppression des subventions et réglementations qui protègent les marchés des métropoles concurrentes. Premier point d'interrogation de cette volonté, la politique agricole européenne qui repose largement sur des aides à l'exportation vers les pays tiers, pour couvrir la différence entre le prix

européen et les cours mondiaux, ce qui évidemment défavorise les lobbies américains, qui, sur les six premiers mois de l'année, ont par exemple vu annuler douze contrats d'achat de blé, représentant une valeur de 255 millions de dollars.

Les propositions de Reagan en ce domaine heurtent principalement les intérêts des gros producteurs et des firmes agro-alimentaires françaises, qui occupent la première place sur le marché européen des produits agricoles et la seconde place sur le marché mondial. Si elles étaient mises en œuvre, elles conduiraient à la perte de quarante milliards de francs de recettes pour la France, c'est-à-dire l'équivalent de deux fois son déficit commercial de 1984.

François Mitterrand était donc contraint, sur cette question, de se différencier de ses partenaires européens et de rompre avec la tradition de soumission aux diktats reaganien, auxquels nos gouvernants nous avions jusqu'alors habitués. Sa détermination fut d'autant plus grande que l'équipe au pouvoir à Washington ne pouvait offrir aucune contrepartie en matière de baisse des taux d'intérêt. Cette année, le trou budgétaire des USA sera encore plus important qu'en 1984 et se couplera avec un déficit accentué de leur balance commerciale. Dès lors, pour la Maison-Blanche, la politique d'argent cher demeure la seule issue, en dépit des menaces qu'elle fait peser sur la reprise internationale.

Faire payer les pauvres

Si, sur le moyen terme, les leaders occidentaux n'ont pu s'accorder, ils ont néanmoins pu constater les convergences de leurs politiques économiques courantes. La déclaration finale du sommet de Bonn recensant les « priorités spécifiques » de chaque Etat, fait nettement ressortir que les Sept sont unis sur l'essentiel : austérité pour les travailleurs, poursuite des restructurations industrielles, réduction des dépenses sociales et aide financière aux possédants. Le quotidien *les Echos* en rendait compte le 6

mai : « Dans presque tous les cas, il est question de contenir l'inflation, de contrôler les dépenses publiques, d'améliorer l'emploi, de développer la technologie et de créer des conditions favorables à l'initiative privée. »

Quant au tiers-monde, dont une partie importante connaît actuellement des phénomènes de véritable effondrement économique (pays du Sahel, Mozambique, Angola, Ethiopie, Bangladesh, etc.), les chefs du monde impérialiste ne lui ont consacré que quelques lignes dans leurs conclusions : « Les flux de ressources, y compris l'aide publique au développement, devraient être maintenus et si possible augmentés en ce qui concerne les pays les plus pauvres. » L'absence de portée politique de ses propos n'a rien de fortuit, car elle vise à dissimuler le pillage accru dont les pays sous-développés sont les victimes. Un récent rapport de la Banque des règlements internationaux (BRI) de Bâle vient de mettre en évidence le cynisme des grands groupes financiers internationaux. Il constate par exemple : « Il s'est produit [en 1984], via le secteur bancaire international, un important transfert de ressources des pays hors zone vers le reste du monde. » Comment dire plus clairement que ce sont les pays sous-développés qui financent partiellement la crise, qui prend sa source au cœur même des métropoles impérialistes. Les pays dominés se voient imposer de sévères cures d'austérité par le Fonds monétaire international (largement dominé par les Etats-Unis), mais n'en reçoivent aucune contrepartie, y compris en matière de prêts bancaires.

De son affrontement avec le chef de la Maison-Blanche, Mitterrand cherchera sans doute à tirer le meilleur parti politique confortant son image gaullienne et redorant quelque peu son blason auprès du « peuple de gauche ». L'étude précise des causes de l'échec de Bonn montre cependant que sa politique reste dictée par la volonté de servir au mieux les intérêts de la bourgeoisie française.

Christian Picquet

1981

1985

Reniiements

R comme Racisme

Antiraciste, le gouvernement l'est assurément. Il n'en porte pas moins une lourde responsabilité dans le développement de ce poison.

Il est responsable de n'avoir pas très vite accordé aux travailleurs immigrés le droit de vote, ne serait-ce qu'aux élections municipales comme le promettait Mitterrand.

Il est responsable de mesures comme l'interdiction du regroupement familial et la chasse aux « clandestins » qui ne peuvent que désigner les immigrés comme des gens « en trop ».

Il est responsable de n'avoir pas mené une politique audacieuse pour changer les conditions de travail et d'habitat des travailleurs, et d'avoir du même coup, laissé le champ libre à la démagogie de l'extrême droite.

Il est responsable d'utiliser cyniquement Le Pen à des fins politiciennes de ralliement d'un front républicain. Il est responsable des propos d'un Gaston Defferre affirmant que les immigrés de l'automobile sont « manipulés » par des « Ayatollahs » ou d'un Fabius disant que « l'extrême droite apporte de fausses réponses à de vrais problèmes ».

E comme Emploi

1,8 million de chômeurs en mai 1981 ; 2,5 millions en février 1985 : une augmentation de presque 40 % en cinq ans. Une personne sur dix en âge de travailler est privée d'emploi. L'année 1984 a enregistré le niveau record des licenciements économiques : 430 000. En 1985, des bastions comme Renault sont programmés pour le « dégraissage ». Depuis 1983, le nombre d'emplois diminue au rythme de 1 % par an.

Corollairement, la durée moyenne du chômage s'est accrue d'un mois en 1984 pour atteindre 321 jours. Depuis le décret Bérégovoy de 1982, un nombre croissant de chômeurs arrivant en fin de droits au bout de 12 mois d'indemnités doivent vivre avec 42 F par jour (1 260 F par mois) : ils sont près de 450 000 dans ce cas. Pour eux, la protection sociale a déjà pratiquement

Racisme, emploi, nationalisation, institution, école, Mitterrand, équipements, Nouvelle-Calédonie, trésor public, salaire. Reniiements en dix lettres, en dix mots. La trace perdue du quatrième anniversaire du 10 mai 1981 : l'espoir du « peuple de gauche » trahi.



« sauté ». De là est née la « nouvelle pauvreté ».

La réduction de la durée du travail de 40 heures à 39 heures en 1982 n'aura permis de sauver que 75 000 emplois au mieux. La priorité donnée à la reconstitution des profits a bien servi ceux-ci : mais les profits ne font pas les investissements (0,5 % seulement en 1984), et les investissements ne font pas les emplois (-120 000 emplois en 1984 également).

N comme Nationalisation

Les nationalisations du début du septennat ont été vidées de toute substance socialiste.

● Elles ont laissé de côté d'importants groupes filiaux, comme Pont-à-Mousson et des secteurs économiques comme la construction et la pharmacie ;

● Elles se sont faites aux conditions financières fixées par les capitalistes et le Conseil constitutionnel ;

● Elles n'ont pas servi à constituer un secteur public planifié et centralisé : au con-

traire, les « nationalisées » ont pratiqué « l'autonomie de gestion » plus et mieux que sous la droite ;

● Le secteur nationalisé du crédit, en particulier n'a en rien contribué à promouvoir une autre logique économique.

Les nationalisations ont donc abouti, bien souvent, à « socialiser » les pertes des trusts. De plus, l'Etat-patron s'y comporte comme un capitaliste : il applique, dans la sidérurgie ou à Renault, des plans de suppressions de milliers d'emplois.

Finalement, des groupes comme Saint-Gobain privatisent plusieurs de leurs filiales. Edith Cresson, ministre du Commerce extérieur, et Jean-Paul Bachy, responsable du secteur entreprises du PS, se déclare prêts à envisager plusieurs dénationalisations. Retour à la case départ.

I comme Institution

Accédant au pouvoir, les socialistes se flattaient d'être des défenseurs intransigeants des libertés. « La répression est une nécessité du capitalisme en crise », était-il écrit dans le *Projet socialiste*.

Le bilan est aujourd'hui facile à établir et s'inscrit dans la continuité de la V^e République : création d'un fichier antiterroriste de plusieurs dizaines de milliers de noms, remise en cause du droit d'asile, renforcement des dispositions d'exception concernant les immigrés « clandestins », multiplication des contrôles d'identité dans les grands centres urbains, etc.

Parallèlement, l'appareil d'Etat a vu renforcer son potentiel répressif. Plusieurs milliers de nouveaux policiers ont été recrutés. On a donné à des unités militaires comme le GIGN le pouvoir de se situer au-dessus des lois. Rien n'a même été fait pour « épurer » quelque peu la hiérarchie policière. Même après les manifestations séditeuses du printemps 1983, Max Gallo, alors porte-parole du gouvernement, expliquait : « Le gouvernement a décidé de faire confiance à la haute fonction publique, et même dans un domaine aussi sensible que celui de l'Intérieur ». Le résultat le plus tangible de cette capitulation en règle, c'est la récente affaire d'Annonay : un commissaire, connu de longue date pour ses affinités avec l'extrême droite, mais néanmoins maintenu en fonction, torturant à l'électricité un jeune immigré.



E comme Ecole

Les lois antilaïques auront donc finalement été reconnues par un ministre de gauche comme « des mesures simples et pratiques » : une

En 1979, lors du débat budgétaire à l'Assemblée nationale, Mitterrand met en cause la politique de Giscard : « Vous refusez les équipements et les services collectifs (...) Et pourtant, l'équilibre de la famille ! Et pourtant, la réalité de la femme qui aspire à connaître sa libération ! Et pourtant, les enfants, leurs chances, l'harmonie de leur vie à l'heure des premiers jours. » En 1984, les choix politiques sont différents et le lyrisme n'est plus de mise. Le même Mitterrand pourtant : « Les crèches coûtent cher à construire puis à gérer, et les disponibilités financières de l'Etat sont réduites. » Les grandes idées sur la libération des femmes sont mises au rancart. Sur le temps partiel : « Oui, ce mode de travail répond à la fois à une attente des femmes et à une amélioration du marché de l'emploi. » (sic !) Suivaient l'adoption du congé parental rémunéré à partir du troisième enfant et le décret « d'encouragement » au temps partiel !

trahison arrachée de haute lutte par la droite. De Savary à Chevènement, au nom du même programme, le discours s'est à peu près inversé. Hier, la rénovation pédagogique, aujourd'hui la restauration Jules-Ferryste. Mais l'échec scolaire ne recule pas ; car derrière les discours à géométrie variable, c'est la continuité dans le non-changement.

Les créations de postes dans l'Education nationale régressent d'année en année : 17 000 en 1981, 11 000 en 1982, 4 900 en 1983, et moins de 3 000 en 1984. Les

Quatre bougies pour la gauche au gouvernement. Le dernier anniversaire du « 10 mai » avant les élections législatives. Et un bilan qui se ramène à ceci : plus le gouvernement s'est aligné sur la droite, plus il a perdu. Il a poussé les hésitants dans les bras de la vraie droite, et il a découragé plus d'un convaincu. C'est tout. Mais c'est suffisant pour creuser la tombe de la gauche.

Electoralement, bien sûr, mais aussi socialement et idéologiquement en privant les travailleurs de toute perspective de changement politique. En leur

« démontrant » que le capitalisme est plus fort que les programmes de gauche.

La répétition de ce scénario aux grandes dates de l'histoire du mouvement ouvrier n'est pas faite pour étonner : de 1936, de 1945, les dirigeants réformistes ont retenu qu'il fallait faire dans la modération pour durer. Et à chaque fois, l'échec est au bout. Sont-ils donc naïfs ? Pas tant qu'ils n'aient pas compris à se méfier d'abord et surtout de la pression des travailleurs sur les

gouvernements de gauche : c'est bien ce à quoi le PC voulait échapper avant 1981.

Alors, sont-ils suicidaires ? Pas davantage.

Ils sont plutôt prisonniers, non des contraintes économiques comme ils le disent, mais de leur propre orientation, et de leurs intérêts particuliers.

Car la crise ne laisse qu'une alternative : soit s'accrocher aux aspirations et aux revendications, et s'engager dans la voie de la rupture avec le capitalisme ; soit s'intégrer aux lois qui régissent le système et renoncer à toute politique de classe d'abord, s'en prendre directement aux intérêts des travailleurs ensuite.

Les gouvernements de gauche ont mis le doigt, puis tout le bras dans l'engrenage de la gestion de la crise : ils l'ont fait parce qu'une politique de gauche passait par la confrontation avec la bourgeoisie et par la mobilisation des travailleurs. De cela, ni le PS ni le PC n'ont voulu et ne veulent : le maintien, voire le rétablissement de la « paix sociale » est leur seule et unique contrainte.

Telles sont les leçons que beaucoup ont commencé à tirer, de la sidérurgie lorraine aux chantiers navals, des militants de la paix aux féministes, des syndicalistes combattifs aux adhérents déçus du PS et du PC : à toutes et à tous, par leur regroupement, de faire revivre la vraie gauche.

Nicolas Jeanson

● ● ●

effectifs dans les classes s'éloignent davantage à chaque rentrée des « 25 élèves par classe » promis par Mitterrand. Ni la formation des enseignants, ni les programmes de construction scolaire n'ont reçu une réelle impulsion. Et Chevenement ne ré-

forme les contenus enseignés dans le primaire que pour nier l'importance des méthodes pédagogiques. Ouverture au patronat, décentralisation, idéologie chauvine et retour aux valeurs de Jules Ferry : l'école doit servir à forger l'union nationale dans la guerre économique en cours. La droite applaudit.

M comme Mitterrand

L'homme est habile. Un : il prend le pouvoir dans le PS au congrès d'Epinal, presque par surprise. Deux : il retourne la tactique d'union entre le PC et reconstruit le PS. Trois : il accède à l'Elysée en ligotant le PC ; Tonton est né. Quatre : il utilise « la monarchie républicaine » pour libérer le gouvernement de toute pression de sa base ou se sa majorité parlementaire et mettre le cap à droite. Mais l'habileté pourrait bien s'arrêter là, et l'acte cinq faire tomber le rideau : ayant affaibli le mouvement ouvrier et s'étant délesté d'une partie de l'électorat de gauche, Tonton attend de la droite qu'elle lui renvoie l'ascenseur. Un front républicain aux contours dessinés par la proportionnelle lui suffirait pour attendre

En 1980, Lionel Jospin : « Le renforcement actuel de l'OTAN (...) ne peut être un facteur de détente réelle. » Et le Projet socialiste : « On peut se demander si le vrai projet des états-majors atlantique et soviétique n'est pas de mener la bataille en Europe en cas d'affrontement Est-Ouest. Ainsi s'expliqueraient les recommandations de l'OTAN (...) Le maintien dans l'Alliance atlantique ne peut signifier un acquiescement à la stratégie américaine. » Une certaine idée de la politique internationale... que Mitterrand avait abandonnée lors de son discours devant le Bundestag en janvier 1983 : « La détermination commune des membres de l'Alliance atlantique et leur solidarité doivent être clairement confirmées. »

1988. Un pari bien aléatoire. Une seule certitude : le projet ancien de Mitterrand, de constitution d'une troisième force passe par l'affaiblissement des travailleurs et de leur représentation politique par une alliance à droite. L'homme est habile, mais est-il de gauche ?

E comme Equipements collectifs

Le programme de Mitterrand en 1981 prévoyait la création de 300 000 places de crèches. G. Dufoix, fin 1982, en lançant les contrats-crèches annonçait 400 000 places avant la fin du septennat. Où en est-on ? D'après le ministère des Affaires sociales, 10 000 places de crèches collectives et familiales auraient été créées et une trentaine de contrats seraient en cours de signature... En attendant, 57 % des 1 million d'enfants de moins de trois ans dont les deux parents ou le parent unique travaillent, sont gardés par une nourrice, et 12 % seulement dans des crèches collectives et familiales ! Les listes d'attente dans les écoles maternelles des plus de trois ans s'allongent. Par contre, les mesures de rentabilisation pleuvent : mensualisation de toutes les crèches et suppression de la gratuité de certaines fournitures, suppression de l'allocation des frais de garde des fonctionnaires, projet de révision en baisse des normes en personnels. La droite exclut les enfants de chômeurs des crèches et les enfants d'immigrés des maternelles... La crèche devient un luxe. Et le gouvernement de gauche découvre les vertus de la « conciliation du rôle de mère et de travailleuse »...



Juin 1971, le congrès d'Epinal. Mitterrand : « Réforme ou révolution ? J'ai envie de dire — qu'on ne m'accuse pas de démagogie... — oui, révolution (...) violente ou pacifique, la révolution, c'est d'abord la rupture. Celui qui ne consent pas à la rupture avec l'ordre établi (...) avec la société capitaliste, celui-là, je le dis, il ne peut pas être adhérent du Parti socialiste. » Las, quelques mois après la victoire électorale, les socialistes s'installaient dans le « réalisme » de la collaboration de classes. Pierre Mauroy, Premier ministre du premier gouvernement de Mitterrand, donnait l'exemple : « Le profit est légitime (...) Nous sommes dans une économie de marché et nous ne la remettrons jamais en cause. Le secteur privé qui fournit aujourd'hui 80 % de la valeur ajoutée restera toujours prépondérant. » Suivaient l'austérité, la rigueur, ainsi de suite...

N comme Nouvelle-Calédonie

La Nouvelle-Calédonie est un dossier sur lequel François Mitterrand pensait avoir de meilleurs atouts que ses prédécesseurs. Des contacts existaient avant 1981 et l'Union calédonienne avait appelé à voter en sa faveur. Le 9 novembre 1979, Mitterrand, 1^{er} secrétaire du PS, signait une déclaration commune avec le Front indépendantiste, ancêtre du FLNKS, où on lit : « Le Parti socialiste a exprimé sa pleine solidarité au Front indépendantiste dans la lutte qu'il mène contre la politique de la droite et il a réaffirmé sa volonté de soutenir et de garantir le droit du peuple kanak à décider de son avenir. » Depuis, le gouvernement fait le choix d'une politique néo-coloniale : répression des militants indépendantistes, renforcement de la présence militaire française par l'implantation d'une base stratégique à Nouméa, et partition du territoire pour conduire les Kanaks à renoncer à la souveraineté sur l'ensemble de leur territoire. Une politique bien dans le style d'un président qui souhaiterait laisser à la postérité l'image de « Mitterrand l'Africain » (sic !)

T comme Trésor public

La fiscalité française était et reste une des plus inégalitaires : poids de l'impôt sur la consommation (la TVA représente 60 % des recettes fiscales de l'Etat), calcul de l'impôt sur le revenu (le « quotient familial » conduit à ce qu'un enfant de cadre « rapporte » jusqu'à 10 fois plus qu'un enfant d'ouvrier). La gauche s'est bornée à créer un maigre impôt sur la fortune (0,5 % sur un patrimoine de 3 à 3,5 millions de francs) : c'était encore trop, puisque cet impôt fut rapidement « allégé ». En l'absence de contrôle des changes et de levée du secret bancaire, les nantis ont transféré des fonds en Suisse, échappant ainsi à l'impôt. La fraude fiscale est encore évaluée à la moitié des recettes. Une entreprise sur quatre se déclare en déficit pour échapper à l'impôt sur les bénéfices. Et la périodicité moyenne des vérifications fiscales s'allonge (29,5 ans pour les entreprises industrielles !). Parallèlement, le gouvernement multiplie les subventions et exonérations aux entreprises et allège leurs charges sociales. La réduction d'impôts 1984 (- 5 %) favorise les plus hautes tranches de revenus, et se fait au détriment des services publics, dès lors que le gouvernement renonce à ponctionner la richesse et le capital.

S comme Salaire

En juin 1982, le gouvernement décidait un blocage des salaires de quatre mois, le premier depuis trente ans. Il s'attaquait aussi à toutes les clauses d'indexation des salaires sur les prix, les déclarait illégales au nom d'une loi promulguée par de Gaulle, et donnait le mauvais exemple dans la fonction publique. Le bilan de 1984 est lourd. Pour la première fois depuis 1958, le pouvoir d'achat du taux de salaire horaire ouvrier a chuté. Même chose pour le salaire mensuel ouvrier. Le SMIC augmente encore plus vite que les prix, mais l'écart n'était plus que de 2,4 % contre 6,1 % en 1981. Le pouvoir d'achat des retraites a baissé, entre 1980 et 1984, de 4,2 % pour un cadre, 2,65 % pour un employé, et 2,90 % pour un ouvrier. La part des salaires dans la valeur ajoutée des entreprises a chuté de 71 % à 64,8 % entre 1981 et 1984 ; mais celle des profits retrouve ses niveaux records d'avant la crise. L'indice général de la Bourse de Paris dépassait 200 début 1985, pour une base 100 au 31 décembre 1981. « Les inégalités se sont accrues », admettent les députés socialistes...



CHOMAGE ET REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL

Le réalisme utopique

Les analyses et propositions du syndicat des chômeurs développées dans « Rouge » la semaine dernière par Maurice Pagat méritent réflexions et débats. Nous les entamons cette semaine. Ils vont de pair avec le soutien de la LCR à la marche des chômeurs qui se déroulera à Paris jeudi 30 mai.

Le réalisme consisterait donc à revendiquer le partage de l'emploi et des salaires pour supprimer le chômage ? Les Verts, dont *Partage*, le journal du Syndicat des chômeurs, reproduisait récemment les analyses, proposent une réduction du temps de travail immédiate à trente-cinq heures, vers les trente heures, en compensant intégralement les bas salaires seulement jusqu'à une fois et demi le SMIC. Le Syndicat des chômeurs revendique la même réduction du temps de travail et précise : « Au-dessus de deux fois le SMIC, la compensation salariale peut être décroissante pour qu'au-dessous elle soit intégrale. »

Une première remarque devrait aller de soi à propos de réalisme. Le débat sur la compensation intégrale ou non n'oppose pas réalistes, réformistes (?) et révolutionnaires en veine de « grand soir ».

Un simple exemple le démontre : celui des métallurgistes allemands, dont la lutte pour les trente-cinq heures l'an dernier est l'exemple le plus avancé en Europe de mobilisation autour de cette revendication, contre le chômage. Il serait osé de qualifier le syndicat de la métallurgie allemand, l'IG-Metall, de « révolutionnaire » ! Il repoussait pourtant tout partage des salaires dans sa plate-forme de lutte : « La compensation intégrale : l'alpha et l'omega pour des emplois sûrs », lisait-on dans la brochure du syndicat distribuée à des centaines de milliers d'exemplaires au cours de la lutte. « Les travailleurs savent mieux que quiconque où passe leur revenu mensuel, précisait l'IG-Metall, il est dépensé — en termes économiques, il devient de la demande. La compensation intégrale assure une demande constante, c'est ce dont vit l'économie. Les traitements des employés resteront donc inchangés quand le temps de travail sera réduit. Le salaire horaire des ouvriers devra être augmenté de 14,3 % afin qu'ils reçoivent avec trente-cinq heures le même salaire qu'auparavant avec quarante. »

Le réalisme de l'IG-Metall mène donc à la conclusion inverse de celui du Syndicat des chômeurs ou des Verts en France. C'est bel et bien une question de choix.

Est-ce donc plus raisonnable d'envisager un échange de bons procédés avec le patronat ? Celui-ci accepterait-il

entreprises françaises la responsabilité première de la crise dans ce secteur. Le rapport entre la production et les effectifs qu'il choisit pour mesurer la compétitivité de Renault ou de Peugeot stagne, tandis que celui de leurs principaux concurrents

avaler cette pilule-là au patronat !

★ Produire plus ?

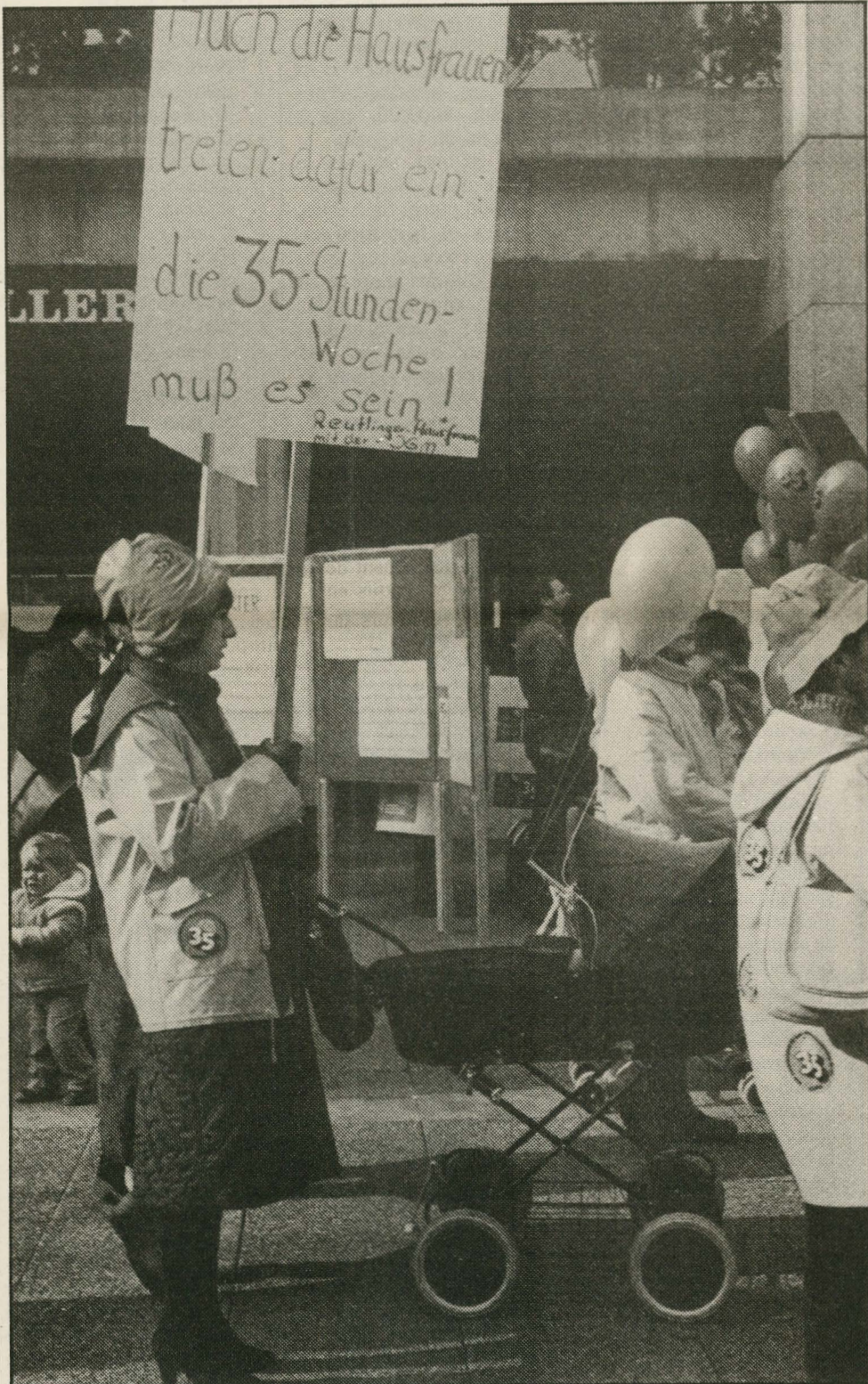
Si l'on ne remet pas en cause les critères patronaux, la tentation peut être alors d'envisager l'amélioration du rapport production/effectifs en faisant croître proportion-

Masse salariale et coûts salariaux

Si les entreprises du pays embauchaient 3 millions de travailleurs de plus que les 16 millions qu'elles emploient déjà, il est illusoire de prétendre maintenir les coûts salariaux par le maintien de la masse salariale globale. Les charges sociales, les frais de gestion du personnel seront plus élevés si l'on emploie 3 millions de salariés de plus. Un tel volant d'embauches supplémentaires, sur l'ensemble du pays, mènerait infailliblement à une réorganisa-

tion des postes de travail avec investissements en machines et matériels indispensables pour faire travailler ceux que l'on emploie...

C'est d'ailleurs la compréhension de cette réalité crue qui conduit les patrons à mesurer la compétitivité de leurs usines, en divisant le volume de leur production par le nombre de salariés employés, comme le fait Dalle dans le rapport sur l'état de l'automobile cité dans l'article ci-contre.



Printemps 1984, plusieurs semaines de grève dans la métallurgie allemande, pour les 35 heures... avec compensation intégrale des salaires.

une réduction du temps de travail, ouvrant la porte à la suppression du chômage, à condition que ses coûts salariaux n'augmentent pas ? Hélas pour les « réalistes », ce consensus-là a toutes les bonnes raisons d'être impossible. Compétitivité oblige !

★ La course à la productivité

La course à la productivité est le premier des soucis du patronat français. Dans son rapport sur l'état de l'automobile, Dalle, ex-PDG de L'Oréal, impute à la dégradation de la productivité des

étrangers s'améliore (9,7 chez Renault, 8,3 chez Peugeot contre 11,2 chez General Motors, 13,2 chez Ford, 11,8 chez Fiat).

★ Produire autant ?

Supposons le volume de production des entreprises françaises maintenu alors que leurs effectifs augmentent par la diminution du temps de travail l'embauche des chômeurs. Le rapport pris comme témoin par Dalle dans l'automobile va encore diminuer ! Que la masse salariale globale reste identique ou pas. On ne fera donc pas

nellement plus vite le premier terme que le second. Mais le problème sera alors de vendre ce que l'on a produit en plus. Ce qui est impossible si la masse salariale globale, comme le proposent le Syndicat des chômeurs ou les Verts reste globalement identique. Le réalisme se casse à nouveau le nez sur le mur du consensus impossible.

A quoi sert donc la révision en baisse des revendications salariales proposées par les Verts ou le Syndicat des chômeurs ?

Peut-on douter un instant que la réduction massive du

L'indispensable rupture

Si le consensus avec le patronat est impossible, à quoi sert la perspective de partage de l'emploi et des salaires ? S'agit-il de tracer un autre modèle de gestion de la crise, résolvant le cancer du chômage ?

Le réalisme impose dans ce cas d'autres débats. Est-il possible d'« en sortir » en laissant les leviers de commande de l'industrie aux dirigeants des groupes privés, aux managers des entreprises nationalisées qui dirigent celles-ci sur la base des impératifs du marché mondial ? Evidemment non ! La démonstration se fait sous nos yeux. Le changement annoncé en 1981 a toutes les apparences de son contraire. Les trois millions de chômeurs que compte aujourd'hui ce pays en sont une conséquence directe.

Le débat doit donc por-

ter sur les possibilités de prise de contrôle des moyens de production et d'échange par les travailleurs. Pour la satisfaction des besoins sociaux, la remise en cause des lois du système capitaliste, et partant, le plein emploi. Il serait d'autant plus regrettable d'éviter ce débat par réalisme (« les gens ne comprendraient pas... »), que c'est justement le refus de la majorité élue en 1981 de faire ce choix qui est responsable de l'aggravation du chômage, tout autant que de l'effondrement apparent des perspectives de changement de société, du socialisme.

La révision en baisse des revendications salariales n'apporte évidemment pas de réponses à ces questions-là.



temps de travail, l'élimination du chômage seront le fruit d'une lutte d'envergure des travailleurs ? En aucun cas un bon geste du patronat conquis par la sagesse des revendications salariales.

Le problème est alors de construire une mobilisation efficace, d'unir sur des objectifs communs chômeurs et actifs. En proposant une baisse des salaires supérieurs à deux fois le SMIC, le Syndicat des chômeurs met d'emblée un obstacle de départ à la construction de ce rapport de forces-là. Il écarte tout ou partie de ceux dont les salaires dépassent ce niveau. Le réalisme n'est pas non plus de ce côté-là.

95 % des salariés perçoivent un salaire égal ou infé-

rieur à quatre fois le SMIC. Est-il pertinent de tracer un point de clivage à mi-chemin de cet éventail ? En quoi cela favorisera-t-il la mobilisation indispensable à la résorption du chômage, par la semaine de trente-cinq heures, en favorisant les salaires du bas de l'échelle ? Nous reviendrons sur cette question la semaine prochaine.

Michel Morel

Nous avons omis la semaine dernière de signaler à nos lecteurs l'adresse de la Maison des chômeurs de Paris dans les pages où nous interviewons Maurice Pagat. L'oubli est réparé : Maison des chômeurs, 9, rue Fontaine-au-Roi, 75 011 Paris. Tél : 806 14 57.

CFDT

La laïcité noyée dans l'eau bénite

« Redressement », « rééquilibrage »... Cette ambition affirmée par Edmond maire a semblé se réaliser auprès des membres du CNC (1) de fin avril. Mais, patatras : la résolution sur la formation, un terrain apparemment peu sensible certes, est un abandon de plus. Un reniement de grande taille !

Jamais la CFDT n'a choisi la neutralité face à un système donnant des privilèges à l'enseignement privé. Peut-elle être « neutre » devant ce qui fait le jeu de la droite et du patronat ? Pourquoi le serait-elle aujourd'hui ? Présentant le rapport et la résolution votée au CNC à une conférence de presse, Nicole Notat, de la commission exécutive, répond sans détour : « Pour la première fois, et ce n'est pas rien, la CFDT reconnaît de fait l'enseignement privé. »

Le combat laïque n'ayant pas eu de succès, on l'abandonne ! Au nom d'une prétendue « laïcité pluraliste », dont la définition demeure fort embrouillée. Cependant, selon quels critères les établissements d'enseignement privé auront-ils droit aux fonds publics ? Une réponse apparemment rigoureuse est donnée dans la résolution : « Les établissements privés qui concourent au service public d'éducation doivent respecter les obligations qui en découlent, notamment les contraintes de la carte scolaire, l'ouverture à tous les jeunes, sans distinction d'origine, de race, de religion ou de milieu social, la gratuité de l'enseignement, la transparence des projets éducatifs, la garantie

des droits des usagers et des personnels et la tolérance à l'égard de toutes les convictions qui doivent pouvoir s'exprimer et se confronter de façon positive. »

Cela appelle une précision : ces obligations sont-elles des vœux pieux ou de véritables critères pour l'attribution des fonds publics ? Autrement dit : tout établissement ne remplissant pas ces conditions se verra-t-il suspendre les crédits publics ? Et comment le fonctionnement des établissements privés sera-t-il contrôlé sans que les dirigeants de ces milieux hurlent à l'« inquisition socialiste » ? Nicole Notat ne rechigne pas à préciser sa pensée : il ne s'agit pas de combattre les privilèges de l'enseignement privé, mais de les « reconnaître » et de « chercher à améliorer les conditions d'éducation ».

Consensus ? La direction confédérale CFDT semble en rêver. Au passage elle en vient à ne plus défendre une revendication élémentaire, décisive dans l'enseignement privé : l'intégration des maîtres dans le service public, avec le statut de la fonction publique. Il ne s'agit en rien d'un « juridisme étroit » : comment ne pas subir la

pression énorme des employeurs si l'indépendance des maîtres à leur égard n'est pas assurée ? Faut-il réécrire de longs « livres noirs » sur l'exercice du métier d'enseignant dans le secteur privé pour démontrer que cette garantie conditionne la possibilité de la « tolérance à l'égard de toutes les convictions », pour ne reprendre ici que l'un des soucis manifestés, à juste titre, par la confédération CFDT ?

Adaptation et abandon

L'« adaptation » vaut bien un abandon de plus ? Cela semble. Mais ce n'est pas le seul de cette résolution. Au sujet des rapports entre les entreprises et les institutions de formation, on peut lire que « la formation appelle de la part des organismes de formation (...) une adaptation de leur offre aux exigences des entreprises et des individus ». « Des entreprises et des individus » ? « Et » des individus ? Cette expression suffit pour faire apparaître l'hypocrisie : qu'une entreprise, même petite, ait des moyens pour faire entendre « ses exigences », on le comprend. Mais de quel moyen dispose « un individu », et de surcroît un individu souvent menacé par le

choix entre le chômage et ce qu'on lui propose ? Questions grossières ? Certes. Mais adaptées à une société qui est comme elle est.

Acceptons un instant de croire que la confédération CFDT veuille réellement transformer les conditions de la formation dans la société telle qu'elle est. Commencerait-elle alors par égrèner de bons sentiments ? Ou bien se livrerait-elle à une analyse des rapports des forces pour faire apparaître comment les travailleurs peuvent défendre leurs exigences ; pas celles des « individus » juxtaposés, mais celles de l'ensemble des travailleurs, permettant ainsi à chacun, de plus, de se faire entendre grâce à des droits collectifs. Cela passe, simplement, par une mise en cause des critères patronaux ; or, la résolution, elle, accepte de définir la formation comme « un investissement au service de l'efficacité économique et sociale de l'entreprise ». Quelle entreprise ? Celle des patrons. Car les objectifs que les travailleurs pourraient souhaiter pour les entreprises, à notre connaissance restent actuellement de l'ordre des projets battus en brèche par les profiteurs du système.

Le rapport « Ce que veut la

Un chœur à trois voix

Un brillant trio ! La direction confédérale CFDT, Michel Rocard et Georges Granger, secrétaire de la fédération CFDT-métaux viennent, comme par hasard, de chanter le même air à quelques jours d'intervalle.

Une chanson sans grande originalité : celle du consensus. Pour la direction confédérale CFDT, c'est au sujet de la « formation » : aux orties le vieille défroque du combat laïque face à l'école patronale et cléricale ! Que toutes les structures de formation convergent vers « une adaptation aux exigences des entreprises et des individus » !

Puisque nos objectifs en matière scolaire n'ont pas été atteints, changeons nos objectifs...

Cette « idée » devient un refrain. Georges Granger la reprend avec son tact habituel dans *CFDT Aujourd'hui* de mai 1985, où il souligne aussi la nécessité de « théoriser un autre projet CFDT ».

Quant à l'ex-ministre, le toujours

« présidentiable » M. Rocard y va d'un grand numéro : le gouvernement a su s'adapter, adaptons les idées du PS à ce qui se fait réellement.

Ce qui est possible, disent-ils tous trois, doit être notre seul but. Pourquoi, en effet, chercher à changer les choses ? Créons de « nouveaux rapports au pouvoir » ! Bref, ils souhaitent gérer eux-mêmes la société, en lien avec les patrons, pour humaniser l'exploitation faute de vouloir la combattre.

P. R.

CFDT » avait, paraît-il, remis à l'ordre du jour « les conflits entre la logique patronale et celle des travailleurs ». Le rapport sur la formation, lui, fait comme si le consensus social était à portée de la main pour peu que les syndicalistes acceptent l'« adapta-

tion » à la réalité. Voilà qui promet pour la capacité de cette direction confédérale à s'autoréformer !

P. R.

1. CNC : Conseil national confédéral, réunissant trois fois par an les représentants des régions et des fédérations.

Les gros sabots de Georges Granger

Des propos étonnants, dans *CFDT Aujourd'hui* de mai 1985, sous la plume de Georges Granger, au sujet de la flexibilité. « Ce ne sont pas les réponses générales du type : "Les marges des entreprises se reconstituent, il n'y a qu'à investir" qui peuvent répondre concrètement aux préoccupations exprimées sur le terrain. Ce ne sont pas non plus les grandes formulations qui fondent le projet de la CFDT qui peuvent être la référence. Au contraire, ces deux éléments de caractère général se situent d'une manière contradictoire à l'action (...) ils deviennent arguments de démolition dans la bouche et les écrits de nos partenaires ou ex-partenaires syndicaux, ils sont même parfois éléments de dénonciation pour certaines organisations de la CFDT, qui sont restées arc-boutées sur les grands principes. »

Cette dénonciation du

rapport économique adopté par le bureau national CFDT en novembre dernier étonne : Georges Granger lui-même n'avait pas protesté. Il s'agissait d'une évidence : les marges des entreprises se sont reconstituées, le patronat tirant profit de la crise et de la gestion gouvernementale en l'absence de mobilisation... Quant à l'autre « argument », il vient opportunément nous rappeler que le même dirigeant avait proposé de « nettoyer au gant de crin » les options socialistes de la centrale. Que propose-t-il donc aujourd'hui ? Tout simplement de « théoriser un autre projet CFDT à partir des réalités ».

Bref, à bas les objectifs syndicaux ! Et vive la pratique syndicale des négociations à froid avec le patronat. Un programme sans avenir.

Sylvain Barbier



CGT

Sous les belles formules

« La résignation, c'est ringard », déclare Krasucki à « Révolution », l'hebdomadaire du PCF. Que propose donc la CGT pour que, selon l'expression de son secrétaire général, 1985 ne passe pas « à la trappe » ?

Amateur de formules fracassantes, Henri Krasucki explique à l'hebdomadaire communiste *Révolution* (26 avril) que l'ordre du jour, « c'est une transformation fondamentale de la société, la mise en cause de la domination du capital ». Soit. Donc, les travailleurs seraient en droit de trouver une CGT attelée à la lourde tâche d'affronter « la domination du capital ». Est-ce bien la manière dont la CGT se comporte aujourd'hui ?

Une CGT tournée sur elle-même

A travers les congrès des fédérations CGT, une préoccupation filtre qui relève plus de la réorganisation interne, de la centralisation des pouvoirs au sommet, de la décentralisation des syndicats en structure catégorielle que de la préparation à l'affrontement avec le capital.

Le congrès de l'union générale des fédérations de fonctionnaires en est l'exemple entre tous. Le syndicalisme des fonctionnaires est une pièce-maitresse de la CGT. Son bilan a été voté par 51 % des syndicats. Cela infirme l'idée mille fois répétée dans le document d'orientation du 42^e Congrès, reprise par Henri Krasucki dans son

interview à *Révolution* : « Tout le monde a pu constater que la CGT était bien l'organisation syndicale assurant la défense des intérêts des travailleurs en toute circonstance... » Seuls 51 % des adhérents de l'UGFF sont d'accord avec la manière dont la direction a agi pour défendre les salaires des fonctionnaires et a lutté contre les budgets d'austérité.

Et, bien loin de travailler à remonter la pente, à reconquérir la confiance des adhérents et des fonctionnaires, la direction de l'UGFF n'a pas tourné le congrès vers l'action, mais vers la renégociation interne de ces fédérations en une vaste fédération des fonctionnaires. Encore a-t-elle dû mettre de l'eau dans son vin, puisqu'en fait de décisions, le congrès ne fait qu'ouvrir un débat dans les rangs de ses organisations sur le projet de cette grande fédération. Les prérogatives des directions fédérales ont été un puissant levier de résistance...

En revanche, après le congrès du syndicat national des enseignants du technique et du professionnel, le congrès de l'UGFF en guise d'action, prépare la syndicalisation des enseignants à la CGT. Pour se refaire une santé, la CGT des fonctionnaires va chercher à la FEN des adhé-



rents... La scission syndicale comme l'horizon de l'action, voilà une CGT repliée sur elle-même, et sur la division.

Une CGT tournée vers la concurrence capitaliste

La CGT de Renault, à première vue, semble mieux correspondre à ce syndicalisme luttant contre « la domination du capital ». Voire. L'axe donné à la mobilisation du 10 mai, c'est la reconquête des parts de marché extérieur, qui ont échappé à la régie en raison de sa stratégie

mondiale, selon la direction du cartel CGT...

Que propose la CGT ? Une vaste campagne préventive, défendant par principe tous les emplois, incitant tous les métallos à se rallier à l'action des Renault ? Certes non ! Ce qu'elle veut, c'est proposer d'investir dans la recherche de qualité pour réduire les rebuts, les retouches et les frais de garantie, et d'occuper la créneau des petites cylindrées de type R4. Le tout englobé dans le rapatriement des travaux faits à l'étranger, l'abandon des parts de marché extérieur, la

fermeture d'usines correspondant au déploiement mondial de Renault.

L'équation trouvée par un militant CGT de RVI est la suivante : « Gagner 1 % de notre marché représente un plus de 400 véhicules, 250 emplois et 85 millions de chiffre d'affaires. Remonter chez nous, voilà la priorité. » (VO du 6 mai, p. 29). Si on admet un seul instant que Renault rapatrie ses usines et ses travaux, et donne le signal de l'assaut du marché intérieur, quelle serait la garantie offerte aux ouvriers de Renault pour qu'ils ne fassent pas encore

les frais de la concurrence acharnée entre firmes automobiles capitalistes sur le sol français ? Si Renault veut se réapproprié des parts de marché, elle doit pratiquer des tarifs concurrentiels. Donc baisser les coûts de production. En système capitaliste, une firme automobile, qu'elle vende en France ou aux Etats-Unis tentera, et Besse est arrivé pour cela, de réduire la part des salaires, des acquis sociaux et de l'emploi pour faire travailler plus vite à moindre coût.

La magie du redéploiement sur le marché intérieur n'est pas assez forte pour détruire la logique du profit. C'est un leurre, une impasse une voie de garage, que de vouloir tourner la défense de l'emploi vers une prétendue lutte commune entre direction de la régie et ouvriers de Renault pour la reconquête du marché intérieur. Besse parle le langage de sa classe, et ne pense qu'aux profits. Les ouvriers de Renault ne pensent qu'à leurs emplois. Ce n'est pas demain la veille que ces intérêts seront compatibles, malgré ce que veut faire croire la CGT par ses contre-propositions industrielles.

Jean Lantier

Editorial des feuilles d'entreprises

Vous souvenez-vous du 10 mai ?

Il y a quatre ans, le 10 mai 1981 au soir, une foule considérable manifestait à la Bastille sa joie de voir triompher la gauche aux élections pour la première fois depuis le début de la guerre d'Algérie.

Les Giscard, Barre et Chirac qui usaient nos écrans de télé depuis vingt-cinq ans étaient balayés pour que finisse l'austérité contre les travailleurs qu'ils avaient mise en place.

Depuis, les dirigeants socialistes et communistes ont montré quelle était leur véritable politique. Chacun à leur façon, ils ont foulé aux pieds les aspirations des travailleurs qui les ont porté au pouvoir.

Une politique au service des possédants

La gauche ne s'est pas opposée aux licenciements décrétés par les patrons. Elle l'avait pourtant promis. Le résultat c'est que le chômage a presque doublé en quatre ans. Les indemnités pour licenciements économiques ont disparues et les allocations aux chômeurs ont baissé.

Rien d'étonnant dès lors que la misère, ces « nouveaux pauvres » que l'on croyait à jamais disparus de nos sociétés, réapparaissent en force. Le forfait hospitalier, retiré sous la pression des travailleurs en 1980, a été introduit par la gauche.

La baisse du pouvoir d'achat n'a jamais été aussi spectaculaire. Et c'est sur tout cela que croissent et prospèrent les profits de patrons pour lesquels il n'y a que subventions, dégrèvements et flatteries.

Même les entreprises nationalisées sont ali-

gnées sur ce modèle comme le souligne les licenciements qui menacent chez Renault.

Les travailleurs ne pouvaient être que désorientés et écoeurés par cette politique. Son résultat c'est que rien n'a changé depuis le règne de Giscard. ce sont toujours les lois du patronat qui régissent le fonctionnement de l'économie avec le même cortège de chômage et de baisse des salaires, la misère en plus maintenant.

Quatre ans après, la leçon est claire

Ce n'est pas une politique au service des travailleurs qui a failli devant la crise. C'est bien une fois encore une politique au service des possédants. Le fait qu'elle soit appliquée par des dirigeants qui se réclament encore vaguement des idéaux des travailleurs ne change rien au constat.

La propagande patronale et gouvernementale voudrait faire croire aux travailleurs qu'il n'y a de solution qu'entre le retour de la droite et la poursuite de la politique d'austérité de la gauche. Il est pourtant une autre voie. C'est celle de l'union dans l'action de tous les travailleurs pour défendre leurs intérêts. C'est en même temps le rassemblement de tous ceux qui ne se résignent pas, qui veulent construire une force à la gauche de la gauche.

Construire cette alternative, c'est la seule voie que pour demain, au travers des luttes comme des élections, une véritable politique au service des travailleurs, contre les possédants, puisse s'appliquer dans le pays. C'est la voie pour réaffirmer l'espoir d'un changement véritable.

Une brochure
éditée par les postiers de la LCR
vient de paraître
Elle est vendue 10 francs
On peut se la procurer
à la librairie La Brèche, 9, rue de Tunis
75 011 Paris



RENAULT

Et après le 10 mai ?

La manifestation du 10 mai appelée par la CGT apparaîtra sans doute comme un succès. Tout reste pourtant à faire pour construire l'indispensable mobilisation d'ensemble des travailleurs de la Régie, qui puisse bloquer les coups que prépare Besse.

La manifestation des Renault du 10 mai, appelée par la CGT aura sans doute toutes les apparences du succès. L'objectif de dix mille participants, annoncé par Sainjon,

secrétaire de la CGT-métaux, sera vraisemblablement atteint. Le début de mobilisation générale des ouvriers de la Régie, face aux licenciements qui se profilent, n'a

ALSTHOM
SAINT-OUEN

Réintégration
d'un jeune travailleur

La direction a voulu refuser la réintégration à son poste de travail d'un jeune ouvrier de retour du service militaire. 115 licenciements FNE (pré-retraites volontaires) sont déjà prévus à Alsthom Saint-Ouen pour fin 1985. C'est une première tentative de licenciement « sec ». En trois jours, la mobilisation a débouché sur un débrayage. Mardi 7 mai, 250 travailleurs étaient en grève à l'appel, séparés mais identiques de la CGT et de la CFDT. Pour une usine de 800 salariés, c'est un premier succès. Au milieu de la période des ponts, en l'absence de riposte conséquente contre les plans de restructuration appliqués sur l'ensemble du groupe. 4 500 suppressions d'emplois sont prévues sur trois ans. Un élément doit être retenu : l'unité syndicale s'est réalisée, de fait, sous la pression de l'opinion des travailleurs. Ils y voient un élément indispensable pour élargir la mobilisation.

C'est avec surprise qu'ils ont appris d'un dirigeant de la CGT mardi, que son syndicat avait appelé à contre-cœur au débrayage commun sur l'ensemble de l'usine. Cela n'a pas manqué d'étonner les travailleurs convaincus que les menaces de licenciements nécessitaient une riposte d'ensemble. Une mobilisation qui ne soit pas limitée d'emblée au seul secteur ou ce licenciement est programmé. La direction a opéré mardi un premier recul, lors de l'entretien avec le jeune ouvrier menacé de ne pas être réintégré. Elle dit vouloir « essayer » de lui trouver une place à Saint-Ouen ou dans une des autres usines de l'Alsthom dans la région parisienne. Mais si elle ne « réussit » pas, elle procédera au licenciement.

Les travailleurs de l'usine continuent de faire circuler

la pétition CGT-CFDT qui demande la réintégration du jeune travailleur à Saint-Ouen, déjà signée à 95 % dans les grands secteurs de l'usine.

DIJON

Commando du
SNPMI contre
la Bourse du travail

Nouvelle agression pour le SNPMI de Gérard Deuil, coutumier des actions commando (cf. les agressions d'Isigny ou Oyonnax contre des usines occupées) : le 25 avril, une cinquantaine de ses militants (parmi lesquels des jeunes baraqués aux cheveux ras qui n'avaient guère l'air de petits patrons) pénétrèrent en force dans la Bourse du travail de Dijon, séquestrent une dizaine de militants et permanents CGT présents, coupent le téléphone.

« La CGT occupe nos usines, occupons la CGT », expliquent-ils en substance. L'extrême droite piaffe en attendant les échéances électorales, et elle se fait les dents contre le mouvement ouvrier, pour mieux mordre après 1986. Ce syndicat patronal, dont le président se vante de ses relations cordiales avec Le Pen, qui traite les Kanaks d'anthropophages et abrite la FPIP, syndicat policier d'extrême droite, obtient 15 % des voix patronales aux élections prud'hommales.

Prévenus par téléphone plusieurs dizaines de militants CGT commencent à converger vers leur Bourse du travail deux heures après le début de l'occupation. Le SNPMI évacua les lieux, avec la promesse d'une entrevue en préfecture. Le lendemain, la CGT appelait à manifester ; 300 personnes environ débrayaient pour défilé aux cris de « Touche pas à mon syndicat ».



pourtant pas réellement commencé.

A Billancourt, la CGT fait un gros effort de mobilisation. Dans d'autres usines de province, selon nos corres-

pondants, la préparation du 10 mai est beaucoup plus disparate. A Flins, par exemple, où la CGT et la CFDT appellent ensemble à un débrayage de quatre heures, le

CGT ne fait pas « de battage » pour la manifestation à Paris. A Cléon ou Sandouville, le septicisme des travailleurs quant à l'efficacité de l'action du 10 mai est très

profond. A Billancourt, l'effort de la CGT qui mobilise ceux qui font confiance à ce syndicat, reste sans effet sur le gros des salariés de l'île Seguin. La tactique de la direction, qui laisse depuis des semaines et des mois planer l'incertitude sur les coups qu'elle prépare à la Régie (voir *Rouge* de la semaine dernière), y est pour quelque chose. Une certaine défiance chez les travailleurs à l'égard du choix de la date du 10 mai (qui rappelle trop 1981 !), s'y ajoute. Ils ne sont pas prêts à participer à ce qui peut prendre l'aspect d'« une opération de la CGT et du PC contre Mitterrand, ce jour-là précisément ».

L'Humanité du début de la semaine, présentant la manifestation de vendredi, était d'ailleurs explicite sur le visage que prendra celle-ci. On y évoquait la participation de délégations de Flins ou du Mans. Mais on y annonçait surtout la participation de multiples filiales et petites boîtes de province dont la participation des travailleurs sera importante. Certes ! Mais elle sera sans rapport avec la mobilisation des travailleurs dans l'ensemble des grandes usines de la Régie.

Dès avant le 10 mai, à l'heure où ces lignes sont écrites, c'est donc bel et bien, selon nos correspondants, la question des lendemains qui est à l'ordre du jour. L'union des syndicats Renault CFDT propose une action pour le 21 à la veille du prochain comité central d'entreprise. A Flins, la CGT aurait répondu positivement à cet appel. Sans unité d'action, une mobilisation d'ensemble des travailleurs de Renault est évidemment impossible. C'est encore et toujours cette seule perspective qui peut bloquer les coups que prépare Besse.

Mais plus profondément, le besoin d'un large débat, avec l'ensemble des travailleurs, se fait sentir dans toutes les usines. Face aux incertitudes entretenues par les directions, face à l'échec des ripostes dans les autres secteurs touchés par les restructurations, face à la politique gouvernementale, les questions pleuvent sur les moyens de préserver l'emploi et sur l'avenir de la Régie.

Enfin, l'unité entre Français et immigrés reste primordiale. A Flins, où ceux-ci étaient à la tête des dernières luttes, « on n'y croit plus », devant le développement du climat raciste en France, les déceptions qu'inspirent la politique gouvernementale. De nombreux travailleurs immigrés remplissent déjà leurs dossiers pour le retour au pays.

Après le 10 mai, la préparation d'une mobilisation d'ensemble sur la Régie contre les plans que prépare Besse reste donc à construire. Intégralement.

Correspondants

Michel Morel

THOMSON-GRENOBLE

Reprise
après 10 semaines de grève

Après dix semaines de lutte, les ouvrières de Thomson Saint-Egrève ont décidé de reprendre le travail. Leur revendication de huit cents francs d'augmentation de salaire n'a pas abouti. Mais leur lutte est loin de rester sans effet.

Les travailleuses de Thomson Saint-Egrève ont décidé d'arrêter leur grève en assemblée générale le 30 avril. Leur décision est due essentiellement à un certain « ras-le-bol », certaines avaient déjà perdu 4 000 F sur un salaire moyen de 5 000 F, après dix semaines de débrayages quotidiens.

Elles ont obtenu la suppression des avertissements ou blâmes du début de la lutte, la suppression du cri-tère « état d'esprit » pour la promotion, la simplification de la grille des salaires, la réétude de tous les postes de travail en salle blanche et grise (où le degré d'empoussièremment est plus élevé qu'ailleurs) et par la suite dans toute l'entreprise, impliquant des augmentations différenciées pouvant aller de

50 F à 600 ou 700 F. Les résultats de cette étude ne seront connus que le 15 juin. Ce ne sont pour l'instant, donc, que des promesses. L'augmentation générale prévue au 1^{er} juillet a été avancée au 1^{er} avril et portée de 1,5 % à 2 % avec plancher de 150 F au lieu de 120 F. Les retenues pour heures de grève seront étalées sur trois mois au lieu d'un.

La grève s'est terminée sans démoralisation. Les filles sont prêtes à reprendre la lutte s'il y a des sanctions, si les promesses ne sont pas tenues. C'est le résultat d'une lutte active, en dépit de l'isolement dans lequel elle a été tenue par les unions syndicales de l'agglomération, et bien qu'elle fût minoritaire sur l'entreprise.

Depuis le 22 avril, les grévistes avaient été rejointes dans l'action par les ouvrières de nuit, entamant des débrayages sur les mêmes objectifs. La ponctualité des livraisons de matériel entravée par la lutte a dû peser sur la direction Thomson. Celle-ci a d'ailleurs décidé de muter le directeur de Thomson Saint-Egrève au Maroc ! Un méchoui fut organisé par la direction pour arroser son départ, dans un château prêté par le maire PS de Saint-Egrève. Les pressions exercées pour empêcher les grévistes de troubler la fête n'ont pas abouti ! « Nos enfants, commente une gréviste dans un tract qu'elle a rédigé « le méchoui du roi David » qui vont réapprendre l'histoire à l'école auraient été ravis... Mieux que sur les bouquins, mieux qu'au ciné ou à la télé... pour de vrai !!! Tout y était : Versailles, le roi, sa cour, et même quelques bouffons... et aux grilles du château, le peuple réclamant son dû. »

LES VERITABLES ENJEUX D'UNE REFORME (2)

Le vieux projet de Mitterrand

Remodeler le jeu politique, créer les conditions d'une politique de « troisième force », donner au Parti socialiste une place centrale sur la scène politique : tels sont les éléments du projet mis en œuvre par François Mitterrand. Un projet qui vient de loin...

Comme nous le montrions dans le précédent article de cette série, la V^e République, initialement censée remédier aux blocages de la IV^e République a rapidement débouché sur de nouveaux facteurs d'instabilité : la bipolarisation. En modifiant le mode de scrutin, Mitterrand tente d'offrir une issue à cette situation en donnant du jeu au fonctionnement des institutions. Débarrassé du cadre rigide d'alliances imposé par le scrutin majoritaire, il espère ainsi créer les conditions

de l'apparition d'un « centre-gauche », force charnière de toutes les combinaisons de « troisième force », grâce auxquelles le Parti socialiste pourrait conserver un rôle central sur la scène politique.

De l'UDSR à Epinay...

Cette perspective qui semble surgir aujourd'hui du néant et désorienter nombre de militants socialistes, n'est pourtant pas nouvelle. L'hôte de l'Elysée semble même renouer avec ses débuts dans la

Des stages de formation régionaux de la LCR

Cet été, en juillet ou août, la LCR organise des stages de formation d'une semaine pour ses sympathisants et militants. Ces stages auront lieu dans toutes les régions. « Au vert » pendant une semaine, ils permettront de discuter les questions posées par l'actualité française et internationale : la crise économique, la politique du PS ou du PCF, les propositions de la LCR, la révolution au Nicaragua, etc.

Les stages sont organisés par les fédérations de la LCR et se tiendront dans chacune des régions, afin de réduire les déplacements et de faciliter la participation de tous ceux et celles qui y sont intéressés. Dans la région parisienne, deux stages de ce type sont prévus à la mi-juillet. Le premier, du 7 au 14 juillet, est ouvert aux militants de la LCR de Paris et sa banlieue ; le second, du 14 au 21 juillet, est destiné aux sympathisants de la région parisienne. A ces deux stages peuvent évidemment s'inscrire ceux et celles qui vivent dans une région dépourvue d'école en été.

Pour tout renseignement, contactez les militants et militantes de la LCR que vous connaissez ou écrivez à sa commission nationale de formation à l'adresse du journal.

Inscrivez-vous vite !

A paraître fin mai : pour un portrait de Pierre Frank

A travers les souvenirs de quelques-uns des compagnons de lutte de Pierre Frank, il s'agissait non d'évoquer l'ensemble de son combat, mais de brosser le rapide portrait d'un militant hors pair.

De l'adolescent timide mais déjà enthousiasmé par la révolution d'Octobre au dirigeant qui choisit, après 1968, de s'effacer progressivement devant une nouvelle génération, en passant par le militant qui résiste aux années sombres de la Seconde Guerre mondiale, ces brefs témoignages sont unanimes à souligner, non seulement la qualité sans faille du militant entièrement dévoué au combat révolutionnaire, y compris dans ses tâches les plus ingrates, et toujours prompt à s'enthousiasmer, mais aussi la grande culture et la profonde humanité du dirigeant qui a incarné, pour les militants plus jeunes, la continuité historique de la lutte de Trotsky et de l'Opposition de gauche.

Vous pourrez vous procurer ce livre lors de la fête LO-LCR de la Pentecôte 1985.



Mitterrand, en juin 1954, parmi les autres membres du gouvernement Mendès France de l'époque.

carrière politique. Bien avant d'accéder à la direction du PS et alors qu'il était encore le président d'un groupuscule bourgeois, l'UDSR (Union démocratique et socialiste de la résistance), François Mitterrand lançait déjà ses appels à l'alliance des forces « libérales » et « républicaines » avec les socialistes : « Le dialogue peut s'engager avec tous les hommes qui correspondent aux définitions démocratiques d'un centre et d'une gauche républicaine, d'un socialisme non marxiste dont nous sommes les protagonistes. Tous, sans exception, doivent demeurer nos associés et peuvent devenir des amis possibles. »

L'instauration de la V^e République, et ses mécanismes conçus pour perpétuer le pouvoir du parti gaulliste, conduisirent le leader de l'UDSR à adapter sa tactique. Pour espérer l'emporter sur la droite, il fallait être capable de canaliser les aspirations populaires, de les opposer aux partisans du général tout en marginalisant les communistes. Mais l'objectif demeurerait identique. En 1959, Mitterrand lançait : « L'histoire des démocraties populaires montre à l'évidence comment l'association au pouvoir du Parti communiste et d'une poussière de formations démocratiques, voue ces dernières à l'anéantissement. De la création d'un rassemblement des forces socialistes et républicaines fortement structuré

dépend l'équilibre futur de la démocratie. Mais vous ne souderez par ce rassemblement en composant avec les ennemis du peuple, avec les profiteurs d'un système social périmé, avec les ambitions anachroniques du clan technocrate et du clan militaire (1). »

Finalement, l'Union de la gauche aura été le moyen d'un tel projet. Elle répondait à un double objectif. Mai 1968 ayant entraîné un regain de radicalisation dans la classe ouvrière et dans la jeunesse, il s'agissait tout d'abord de dévoyer cette combativité et d'en faire le tremplin pour une solution parlementaire. Mais, simultanément, Mitterrand entendait inverser les rapports de forces au sein du mouvement ouvrier, au détriment du PCF, alors en position dominante du fait du discrédit de la vieille SFIO.

Remodeler le mouvement ouvrier

Intervenant en 1971 à Epinay devant le congrès de fondation du nouveau Parti socialiste, le futur premier secrétaire ne cachait pas son ambition : « Je pense qu'il faut d'abord songer à conquérir ou à reconquérir le terrain perdu sur les communistes. Je pense qu'il n'est pas normal qu'il y ait aujourd'hui cinq millions, et quelque fois plus, de Françaises et de Français

qui choisissent le Parti communiste sur le terrain des luttes et même sur le terrain électoral, parce qu'ils ont le sentiment que c'est ce parti-là qui défend leurs intérêts légitimes, c'est-à-dire leur vie. » Un an plus tard, il justifiait encore plus clairement la signature du Programme commun de gouvernement devant le congrès de l'Internationale socialiste, à Vienne : « Notre objectif fondamental, c'est de refaire un grand parti socialiste sur le terrain occupé par le PCF lui-même, afin de faire la démonstration que sur les cinq millions d'électeurs communistes, trois millions peuvent voter socialiste. »

La victoire de 1981, la majorité absolue acquise par les socialistes à l'Assemblée nationale, la crise galopante du PCF engendrée par les changements permanents d'orientation de sa direction auront, quatorze ans après Epinay, permis au chef de l'Etat de parachever son dessein historique. Il lui était en effet nécessaire de prendre appui sur les institutions gaulliennes pour se retourner contre les espoirs des travailleurs (après les avoir utilisés pour accéder aux affaires).

Ses campagnes électorales successives prouvent que le vainqueur de Giscard avait, dès le départ, parfaitement compris l'utilisation possible de la fonction présidentielle. Celle-ci lui permet de s'élever

au-dessus des fractions politiques en compétition, de se placer au centre des recompositions, en rapport direct avec les fractions bourgeoises susceptibles d'être acquises à la collaboration avec la social-démocratie et de passer par dessus sa propre majorité parlementaire.

Ce n'est pas sans raisons qu'en 1965, 1974 ou 1981, Mitterrand prit grand soin d'affirmer son indépendance à l'égard de sa propre formation politique. Candidat unique de la gauche contre de Gaulle, il indiquait très clairement : « En dehors de l'article 16 qui donne des pouvoirs dictatoriaux au président de la République, aucun des articles fondamentaux de la Constitution qui assurent la stabilité du gouvernement ne sera modifié. »

1985 marque l'aboutissement d'une opération patiemment construite et qui débouche aujourd'hui sur un affaiblissement du mouvement ouvrier, après quatre ans de pouvoir de la gauche. Reste que le chef de l'Etat est bien loin de disposer des marges de manœuvre suffisantes pour être assuré du succès.

Christian Picquet

Prochain article : Les limites d'une opération.

1. Cité par Catherine Nay, *Le Noir et le rouge*, éditions Grasset.

ENTRETIEN AVEC JEAN-CLAUDE LE SCORNET, SECRETAIRE NATIONAL DU PSU

Débattre au fond...

L'aile droite du PSU, et sa principale représentante, Huguette Bouchardeau, minoritaires depuis le dernier congrès, viennent d'activer leur ralliement à la social-démocratie. Jean-Claude Le Scornet, secrétaire national du parti depuis décembre dernier, nous livre ici ses réflexions sur l'alternative politique à construire, face à la faillite des partis traditionnels de la gauche.

□ Bouchardeau vient de démissionner du PSU. Comment juges-tu ce départ : décision regrettable ou clarification nécessaire ?

Il y a deux aspects. L'un qui est quasi affectif : le départ d'une dirigeante, qui plus est une personnalité, est toujours un peu désastreux. Une clarification politique est engagée au sein du PSU depuis le congrès de Bourges de 1984 ; elle devait aboutir au conseil national de juin.

Huguette a voulu donner un caractère fracassant à son départ, en utilisant sa notoriété. Mais cette notoriété, elle n'est pas le seul produit de ses qualités personnelles. Huguette Bouchardeau, c'est un « produit maison », le résultat du travail des militants... Je ne mâcherai pas mes mots : c'est un détournement à des fins personnelles d'un bien collectif ! Ce qui, pour une autogestionnaire, est assez scandaleux.

Tout cela constitue un coup dur pour le PSU, même si l'ampleur de ces départs n'a absolument rien à voir avec les échos de presse qui en ont été donnés.

□ Et l'autre aspect ?

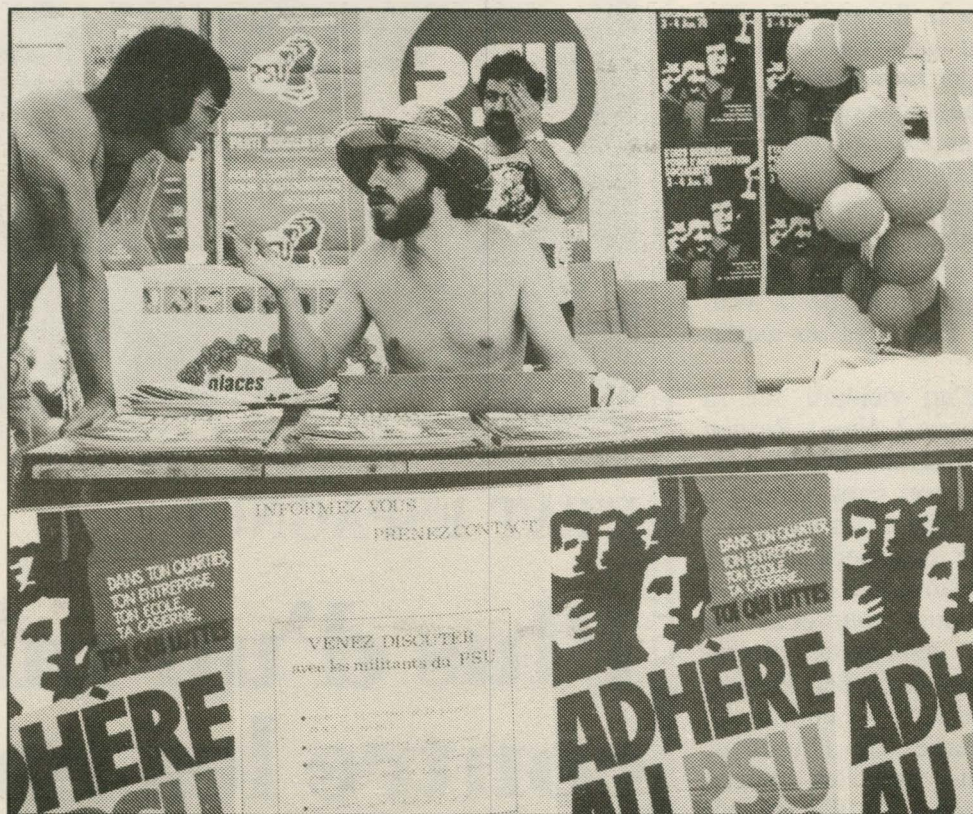
L'autre aspect se pose en termes plus directement politiques. Ce départ, comme celui de Salvator, lève une équivoque. Depuis Bourges,

l'essentiel était que le PSU retrouve une identité, affirme son attitude par rapport au gouvernement. Ce qui peut être jugé au travers de nos différents communiqués. Mais cet effort était limité par les rapports de forces internes. Aujourd'hui est levée pour le PSU la contrainte extraordinairement difficile à vivre que représentait sa présence au gouvernement. Il n'a plus de précautions de langage à prendre, il peut s'exprimer haut et fort et débattre du fond des choses sans se soucier des formes.

□ Après le départ des courants qui avaient décidé de la participation au gouvernement, comment se situe aujourd'hui le PSU par rapport à ce même gouvernement ?

Comme je te le disais, nous sommes engagés dans un débat de clarification qui ne trouvera sa conclusion qu'au conseil national de juin. Je ne peux donc parler à l'heure actuelle qu'en termes de grandes orientations.

Nous partons d'un constat : énormément d'aspirations de mai 1981 n'ont pas été satisfaites. Mais nous refusons une démarche, comme celle du PCF, qui consisterait à additionner les mécontentements. Nous considérons qu'une ligne d'opposition



frontale, de dénonciation de la « trahison », ne pourrait que nous couper de tous ceux qui restent des électeurs de gauche tout en s'interrogeant sur la politique de celle-ci.

Nous voulons tendre à une analyse de fond et, sur cette base, avancer des propositions alternatives, par exemple la bataille pour les trente-cinq heures. C'est notre attitude dans les municipalités. Mais, bien sûr, c'est infiniment plus difficile au niveau de l'Etat.

Le PSU n'a jamais signé le Programme commun de gouvernement. Ce dernier mésestimait la crise. L'échec présent, c'est l'échec d'un projet politique : celui précisément du Programme commun. C'est cela la cohérence du PSU, bien différente de ce que voulaient Bouchardeau et Salvator qui ne pouvait con-

duire qu'à la satellisation par le PS !

□ Quelles sont vos relations actuelles avec les partis de gauche ?

Difficiles ! Avec le PCF nos relations sont traditionnellement complexes et conflictuelles. Quant au PS, notre demande de rencontre après Bourges est restée sans réponse ! En fait, sa seule préoccupation était de savoir quelle attitude nous adopterions par rapport à la solidarité gouvernementale. Pour nous, les choses sont claires, il est impossible de donner notre aval au bilan de l'action gouvernementale. Il est également impossible de donner un chèque en blanc au gouvernement et à la politique qu'il prépare pour l'après-86 : le choix d'une

autre stratégie, c'est-à-dire l'abandon de l'Union de la gauche et la recherche d'un recentrage, d'alliances à droite.

□ Quelle intervention le PSU compte-t-il avoir dans la situation actuelle ?

Nous ne sous-estimons pas les difficultés actuelles. Le PSU connaît une situation organisationnelle précaire. Par ailleurs, nous débattons de quel type d'outil il faut, des problèmes posés par la structure du type parti centralisé. Ce fut un des points centraux du congrès de Bourges.

Il s'agit d'envisager, non la liquidation, mais le dépassement de cette forme. Dans le sens de la déconcentration, de la décentralisation... La centralisation nécessaire doit être volontaire et non imposée. La vision que nous avons de l'alternative à construire, c'est celle d'un mouvement pluraliste, respectueux des acquis de chacune de ses composantes, un peu sur le modèle des Verts allemands.

Le PSU veut peser en ce sens. Il a laissé tomber l'idée, quelque peu nombriliste, qu'il était « l'honneur de la gauche ». Si le PSU constitue bien un acquis incontestable, porteur de pratiques et du projet de socialisme autogestionnaire, il ne saurait prétendre être le lieu principal, sinon unique, des recompositions à venir.

C'est pourquoi nous voyons comme une composante de l'alternative qui ne saurait être qu'une convergence de divers courants pour accoucher d'autre chose.

□ Comment voyez-vous vos relations avec la LCR ?

Je voudrais d'abord dire que je juge très positif que nous

débattions ensemble. C'est nouveau ! Il existe, en effet, un passif important entre nos deux organisations, du fait de l'histoire, des parcours militants des uns et des autres...

Depuis quelque temps, il y a des expériences et des acquis communs, en particulier sur le terrain de l'anticolonialisme, du soutien au peuple kanak. Pour notre part, nous souhaitons aller plus loin, discuter de l'action sur les questions du désarmement, de l'antiracisme... Avec le souci d'accepter les pratiques et acquis différents, dans le respect de la diversité. Ce qui nous semble déterminant, ce sont les convergences qui peuvent se faire dans l'action, les démonstrations possibles sur ce terrain...

□ Quelle est votre position sur la perspective que nous défendons pour 1986 : celle d'un large rassemblement sur quelques thèmes pour défendre une politique alternative ?

Il n'est pas question de sacrifier l'après-86, l'affirmation d'une alternative politique à gauche, à des accords électoraux en 1986. Cela dit, nous ne sous-estimons absolument pas l'importance qu'aurait une dynamique enclenchée à l'occasion de 1986 et l'éventuelle élection de quelques représentants de cette alternative.

La démarche proposée par la LCR nous semble correcte et fait apparaître une large convergence avec ce que nous estimons nécessaire.

Mais nous ne voulons pas entretenir d'illusions. Les problèmes sont multiples. Les Verts sont incontournables pour parvenir, en 1986, à un projet électoral crédible, mais actuellement leur comportement sectaire représente un obstacle majeur sur cette voie. Par ailleurs, du côté de la Fédération de la gauche alternative, certains estiment insuffisantes les clarifications politiques opérées par le PSU et mettent en avant des préalables qui, s'ils se confirmaient, ressembleraient à des exclusives.

La condition pour que tout cela soit crédible est que ça prenne au sein même de la « société civile », sur le terrain associatif et dans les syndicats. D'où la nécessité de faire preuve d'une grande responsabilité par rapport aux militants et aux organisations de base. En ce sens, les difficultés rencontrées avec les organisations politiques nationales obligent à s'appuyer sur les collectifs locaux, et c'est tant mieux !

Par ailleurs, nous sommes conscients qu'il faut faire vite, rendre crédibles nos explications politiques, sous peine de grands risques politiques.

Propos recueillis par Francis Sitel



ETATS-UNIS

Le blocus du Nicaragua

Alors que plus de 100 000 personnes ont manifesté aux Etats-Unis le 20 avril dernier, que plus de 100 000 ont également défilé en Espagne, et 50 000 dans les rues de Bonn, lors du sommet des sept grands pour désavouer sa politique agressive, Reagan a décidé le 1^{er} Mai dernier, un embargo commercial total contre le Nicaragua. Et cela, quatre jours après avoir été désavoué par le parlement nord-américain — celui-ci ayant refusé d'accorder une aide de 14 millions de dollars que l'hôte de la Maison-Blanche demandait pour les ex-gardes somozistes.

Cynique revanche d'un vieillard sur sa récente défaite diplomatique ? Non ! Reagan ne fait que relancer la puissante machine de guerre déjà en marche de son pays. Bien que gêné par ce refus du parlement, les aides aux contras n'ont jamais cessé. Les fonds spéciaux venant, entre autres, d'organisations à la solde de la CIA, affluent toujours pour ceux qui combattent la nouvelle démocratie nicaraguayenne. Les Etats-Unis font, depuis cinq ans, une « guerre non déclarée » ; entraînant, depuis leurs bases militaires du Honduras, fournissant en armes et vivres les fameux « combattants de la liberté » de Reagan qui sèment mort et misère. Plus de 80 000 paysans, soldats, éducateurs l'ont payé de leur vie et l'économie a subi plus d'un milliard de dollars de dommages.

Cette mesure de blocus a surtout valeur d'ultime avertissement. L'essentiel de l'embargo commercial est, en fait, déjà en place. En 1983, les Etats-Unis ont décrété une importante réduction du quota d'importation de sucre nicaraguayen. Les pressions sur les organismes internationaux de financement, tel que la Banque interaméricaine de développement, ont été nombreuses pour bloquer, avec succès, les demandes de crédit de Managua. Les exportations des Etats-Unis vers le Nicaragua sont, ainsi, tombées de 247 millions de dollars en 1980 à 111,5 millions de dollars en 1984, et les importations américaines sont passées de 214 millions à 57 millions de dollars.

Le blocus du Nicaragua portera essentiellement atteinte à l'importation en provenance des Etats-Unis de pièces détachées. Héritier d'une économie dominée par leur trop puissant voisin du nord, les sandinistes disposent d'un parc industriel équipé, en grande partie, de machines nord-américaines. Sans pièces de rechange, de nombreuses usines sont à la merci des pannes. Autre futur manque : les insecticides qui représentent aujourd'hui 9,14 millions de dollars des importations nicaraguayennes. Ce qui se double par un effet d'encerclement et d'isolement. L'embargo interdit aussi toutes les relations aériennes et maritimes entre les deux pays.

Les Etats-Unis « veulent nous vaincre par la faim, nous mettre à genoux par des difficultés économiques, mais il n'y arriveront jamais », a affirmé, en réponse, le Front sandiniste. Tel est effectivement le projet de Reagan et de ses conseillers. Mais les Nicaraguayens ne seront pas seuls à dire « qu'ils n'y arriveront jamais ». C'est le sens d'un appel paru dans *le Monde* du mercredi 8 mai, et co-signé par une centaine de personnalités européennes : « L'opinion publique européenne a un rôle décisif à jouer aux côtés des courants qui, aux Etats-Unis mêmes, s'opposent à l'engrenage de la guerre. Il y va de son honneur comme de son intérêt, car la liberté des Nicaraguayens est aussi la nôtre. »

Alain Gwenn



A la tribune, après les interventions d'un mineur britannique, d'un représentant du Nicaragua révolutionnaire, J.-M. Tjibaou, entouré des dirigeants des Grünen et de soldats français et hollandais, a reçu le soutien du mouvement de paix allemand.

ETAT ESPAGNOL

Plus d'un million contre les bases U.S.

« Non à l'OTAN ! Dehors les bases US ! » C'est en scandant ce slogan que plus d'un million de personnes sont descendues dans les rues des principales cités de l'Etat espagnol, le week-end dernier, à l'occasion de la visite de Reagan.

A Madrid, Barcelone, Valence, Bilbao, Santander, Oviedo, Saragosse et Séville notamment, des cortèges monstres se sont constitués, confirmant que le revirement du PSOE à propos de l'OTAN n'avait pas affecté les capacités de mobilisation du mouvement pacifiste. Ainsi, quelques semaines après le succès de la marche sur la base américaine de Torrejon, près de Madrid, le doute n'est plus permis : en dépit du changement d'orientation du gouvernement du socialiste Felipe Gonzales, l'écrasante majorité de la population espagnole s'oppose à l'intégration de l'Etat espagnol au sein de l'alliance impérialiste.

Selon un sondage d'*El Pais*, 54 % des personnes interrogées refusent l'OTAN,

66 % s'opposent à la présence des bases US, 74 % voient en Reagan un fauteur de guerre. Ce dernier score est à lui seul très révélateur de l'état de choc provoqué dans l'opinion publique par la décision américaine de blocus du Nicaragua.

Une sourde opposition anti-yankee

Les masses de l'Etat espagnol ont, il est vrai, bien des raisons de s'opposer aussi résolument à la mainmise yankee sur leur pays. Des accords bilatéraux garantissent en effet un véritable droit de tutelle américain sur la péninsule ibérique, depuis 1946 pour le Portugal, depuis 1953 pour l'Etat espagnol.

Ce dernier accord ayant été renouvelé par le gouvernement Gonzales. Outre les approches maritimes de la péninsule, les Etats-Unis disposent dans l'Etat espagnol de plusieurs dizaines d'unités dont les plus importantes sont la base aéro-navale de Rota (Cadix) en voie de nucléarisation, les bases aériennes de Moron (Séville), Sanjurjo (Saragosse) et Torrejon (Madrid), où stationnent en permanence près de quinze mille militaires américains.

Ces bases sont vitales pour la politique d'intervention US au Moyen-Orient dont elles constituent la base arrière. Cette présence a servi d'appui, des années durant, à la dictature franquiste. Aujourd'hui, c'est un facteur majeur de l'austérité brutale qui est imposée aux masses, dans la mesure où la prétendue « aide » militaire US est conditionnée à l'augmentation du budget de guerre espagnol et à la passation de commandes aux industries US d'armement.

Ainsi, en 1983, les Etats-Unis ont versé quatre cents

millions de dollars d'aide militaire à l'Espagne, mais ont reçu en échange des commandes de matériel militaire pour un montant dix fois supérieur. Le seul contrat concernant 72 avions F18 commandés à McDonnell Douglas s'élevait par exemple, la même année, à 1,6 milliard de dollars (12,8 milliards de francs).

Dans toute l'Europe

Les manifestations du week-end dernier donnent en fait le signal à une nouvelle offensive du mouvement antiguerre européen. Elles ouvrent la voie à une extension des mobilisations contre les bases étrangères notamment dans les pays riverains de la Méditerranée. Elles dessinent la perspective d'une nouvelle progression de l'ensemble du mouvement pacifiste européen s'orientant de plus en plus consciemment dans un cours anti-impérialiste radical.

Après les mobilisations de Pâques en Grande-Bretagne et en RFA, après la journée de mobilisation antimissiles du 4 mai aux Pays-Bas et les manifestations anti-Reagan du week-end en Allemagne, le ton est donné. Le refus partout exprimé de la guerre des étoiles et de ses conséquences dramatiques en terme d'austérité pour les peuples européens et nord-américains, l'affirmation d'une solidarité inconditionnelle avec les luttes de libération nationale et sociale du Nicaragua à la Kanaky en passant par l'Afrique et le Moyen-Orient, tracent le cadre de nouvelles et décisives mobilisations pacifistes contre les programmes de militarisation et d'austérité des gouvernements capitalistes européens regroupés au sein de l'OTAN sous la direction de l'impérialisme dominant.

Jean-Louis Michel

Parmi les initiatives antiguerre du week-end dernier en Allemagne, 25 000 manifestants étaient réunis à Bonn le 4 mai pour la paix et la solidarité avec les peuples en lutte contre l'impérialisme. Les sections française et allemande de la IV^e Internationale étaient représentées par plusieurs centaines de militants.



MEXIQUE

Les cités perdues de Mexico

La campagne électorale se déroule jusqu'au 7 juillet, date des élections législatives au Mexique. Mais la préoccupation essentielle de la majorité de la population n'est pas de savoir pour qui voter, mais bien plutôt comment manger. L'inflation est de près de 100 %, et seule la moitié de la population possède un travail sous contrat et à plein temps.

La politique d'austérité du PRI (Parti révolutionnaire institutionnel) aggrave encore les conditions de vie des plus défavorisés. Le système de domination de ce parti, au pouvoir depuis cinquante ans, repose essentiellement sur la bureaucratie et une corruption massive, dans tous les secteurs de la vie sociale : les syndicats, le crédit rural, l'ensemble des institutions.

Un des aspects les plus dramatiques de cette décomposition sociale est l'explosion urbaine. Avec plus de quinze millions d'habitants, Mexico sera dans vingt ans la plus grande agglomération du monde. Rien n'est construit pour loger les millions de paysans dont l'exode incessant signe la faillite de la « réforme agraire » du régime — qui depuis longtemps n'a plus de « réforme » que le nom. Quotidiennement, la population s'entasse dans de mauvaises conditions dans les quartiers du centre, et dans des conditions catastrophiques aux abords de la ville, formant des « ciudades perdidas » qui s'appellent Netzahualcoyotl, Ecatepec. Tel est le résultat de ce « mal-développement », basé depuis vingt ans sur les cultures d'exportation qui éliminent l'agriculture vivrière, et surtout sur le « tout-pétrolier » à marche forcée.

Il y a quelques mois, une gigantesque explosion dans les entrepôts de la PEMEX tuait massivement dans un bidonville. Telles sont les performances de ce qu'on nomme aujourd'hui les « nouveaux pays industrialisés ».

● De notre envoyée spéciale.

« Las Piedregales de Coyoacan » est un regroupement d'une vingtaine de quartiers populaires, ou « colonias », situé au sud-est de Mexico. Ces quartiers, englobés maintenant dans la ville, ont grandi autour de quatre anciens villages : Los Reyes, San Pablo, la Candelaria, Santa Ursula, avec un important mouvement d'occupations spontanées de terrains, qui a commencé il y a trente ans.

Un quartier populaire, histoire des luttes

Des paysans, chassés de leurs villages par la misère, ont eu à lutter, parfois pendant vingt ans, contre la police, contre l'Etat, contre les propriétaires des terrains. Une lutte pour pouvoir rester, rarement victorieuse et souvent durement réprimée. A la colonia « 2 de octubre », les conflits avec la police continuent, et les habitants ont été déplacés de force. Ailleurs, si cette bataille a été l'occasion d'une radicalisation importante du mouvement populaire, cela a également permis aux caciques locaux (souvent des dirigeants corrompus du PRI) de s'enrichir ou de céder les titres de terres en vue

d'échéances électorales, faisant ainsi déboucher la mobilisation sur une impasse.

La construction d'un mouvement urbain populaire autonome et structuré ne part pas de zéro mais a besoin de nouvelles bases. L'enjeu est aujourd'hui, pour les militants révolutionnaires, d'aider la population à s'organiser autour de ses revendications quotidiennes.

Pour les camarades rencontrés à la colonie « Ruiz Cortines », cela s'est fait en plusieurs étapes : ils sont d'abord entrés en contact avec les bandes de jeunes du quartier qui, sans travail, tombent souvent dans la délinquance, l'alcoolisme et la drogue. Ils leur ont proposé, il y a quelques mois, d'organiser une fête avec un concert de rock. Cette initiative, qui a eu un certain succès, leur a permis de proposer ensuite d'autres activités, comme des sports et petit à petit d'aider les jeunes à s'organiser et à prendre conscience de leurs problèmes.

La démagogie du PRI

Ensuite, ils ont commencé à discuter et à travailler avec les délégués locaux, les « jefes de manzanas » (une « man-

zana » est un pâté de maisons), et les délégués de comités de quartiers. En effet, il est possible d'utiliser des structures locales que le régime a suscitées pour mieux contrôler la population, et de les retourner en leur contraire, afin d'impulser des formes d'organisation urbaines, autour des revendications locales. « Il y a un an, raconte Victor Armando Martinez Flores, délégué de la colonia Santo Domingo, existaient des organisations indépendantes qui luttaient de front contre le gouvernement. Mais ces organisations ont subi la répression ; des délégués ont été menacés de mort. Aujourd'hui, nous utilisons donc les formes d'organisations institutionnelles, que nous cherchons à retourner contre le gouvernement. Ainsi, nous avons revendiqué et obtenu un certain nombre de services : des égouts, le pavement des routes, l'eau potable, la laiterie, un centre de santé. C'est nous-mêmes qui avons creusé les canalisations avec la participation de la population, ce qui était nouveau car les gens n'y avaient jamais pris part. »

La démagogie du PRI (Parti révolutionnaire institutionnel, parti bourgeois au pouvoir) apparaît de plus en plus pour ce qu'elle est réellement. A Santo Domingo, les candidats du PRT (Parti révolutionnaire des travailleurs, section mexicaine de la IV^e Internationale) en discutant avec les délégués locaux, ont pu prendre la mesure des déceptions et des rancœurs. Les services et les infrastructures nécessaires, en particulier une école, font défaut.

Pourtant expliquent les candidats, l'argent existe : le Mexique paie 18 millions de pesos par jour les intérêts de sa dette aux banques capitalistes occidentales... et de citer l'exemple de pays comme la Bolivie où la population s'organise pour refuser cette saignée. Le PRI, bâtissant sa campagne électorale à coup de promesses, comme le montrent les inscriptions géantes sur les murs (« consultations médicales gratuites », « bourses d'études pour les jeunes », et même « lait gratuit »), tombe parfois dans ses propres pièges : ainsi, cette femme, déléguée de manzana à Santo Domingo, et responsable de la campagne électorale du PRI en 1982, qui racontait sa désillusion après avoir vainement attendu de rencontrer un responsable quelconque et de voir un début d'accomplissement des promesses qui lui avaient été faites.

Ailleurs, dans Mexico, la police sillonne ostensiblement une colonia populaire. Pour quelle raison ? Et bien, c'est que la dernière fois que le candidat du PRI s'est aventuré par là, il a manqué de se faire agresser. La lassitude de la population en est à un tel point...

« Il y a plusieurs obstacles qui s'opposent à une prise de conscience politique », ajoute Victor Martinez, et plusieurs problèmes pour passer d'un mouvement destiné à satisfaire les nécessités immédiates, à un mouvement social. Ici, à Santo Domingo, il y avait une tradition de vote PRI. Mais aujourd'hui, il y a un retournement total de cette tradition. La majorité de la

population n'a plus confiance dans le PRI et dans ses institutions, surtout les jeunes. Toutes les semaines, il y a ici une assemblée de la population, qui a parfois regroupé jusqu'à 500 personnes. Le manque de services et d'infrastructures pousse les jeunes à une prise de conscience. »

Partir des revendications immédiates

Les militants qui vivent à la colonia Ruiz Cortines ont pu constituer une équipe de travail qui, après les premières prises de contact, a pu proposer aux différentes structures des programmes directement reliés aux nécessités locales : s'organiser autour des demandes les plus concrètes (terrain de sport, agrandissement du cimetière), mais aussi proposer des activités spécifiques aux jeunes (début avril, ils venaient juste d'obtenir des crédits pour un programme de formation qu'ils avaient mis sur pied) et aux femmes en vue de la construction d'un mouvement autonome qui n'existe pas encore dans la colonia. Comme toujours, le premier pas consiste à inciter la population à s'organiser, à la rassembler autour de projets, en détournant de leur nature certains plans démagogiques du gouvernement (par exemple, un programme de formation pour les mères de famille !).

Ainsi le passage à une propagande plus politique, celle de la campagne électorale, a pu se faire sans trop de difficultés : il s'agit de relier chaque problème concret de la vie quotidienne à la crise économique et à la politique

d'austérité du gouvernement. Par exemple, celui-ci prévoit de construire de grands axes routiers à circulation intense. Cela veut dire que les habitants seraient expropriés, déplacés. Cela signifie aussi du bruit et une pollution accrue — problème déjà crucial à Mexico ! — et des impôts supplémentaires. Une campagne d'explications consiste à montrer en outre les mobiles des entreprises privées (construction, automobile), qui s'abritent derrière ces projets, et les programmes d'urbanisme qui développent une telle logique de profit bien éloignée des intérêts de la population.

Ainsi, le gouvernement veut transformer tout le sud de Mexico en zone résidentielle, repoussant les habitants de colonias populaires comme Santo Domingo, ou Ruiz Cortines vers l'extérieur de la ville. Cela entraînerait encore un gonflement des bidonvilles ou « ciudades perdidas » qui s'étendent à perte de vue aux abords de Mexico, et où arrivent encore chaque jour plusieurs centaines de paysans sans terres et sans ressources.

A Mexico, huit projets pilotes mis en place par le PRUDE (Programme de réordonnement urbain et de développement écologique), constructions de luxe rapportant de juteux profits aux entreprises privées, et mises en place pour la consommation de la bourgeoisie, sont prévus à l'emplacement des colonias populaires. A Santo Domingo, la population commence à se mobiliser contre le projet de construction d'un immeuble de luxe... sans pour autant que soient prévus les services supplémentaires (école, éclairage, égouts) nécessités par un surcroît de population.

La priorité face à ces menaces est donc une lutte unie de toutes les communautés urbaines, pour dénoncer ces projets.

Les étapes de cette prise de conscience commune peuvent être des plus diverses : à la colonia Santa Fe, à l'est du pays, les bandes de jeunes qui autrefois se bagarraient entre elles, se sont unies contre la police, puis ont formé des Conseils populaires de la jeunesse (CPJ), apporté des propositions concrètes aux autres colonias comme Ruiz Cortines et même présenté des candidats aux élections.

La crise économique atteint une grande partie de la population dans sa survie même, et la répression policière s'aggrave : ainsi la loi a été modifiée, et les occupations de terres sont désormais punies de prison ferme. Face aux affrontements possibles, il est capital que la population soit organisée de manière durable : cela constitue bien au-delà des élections l'enjeu principal.

Sophie Joanny



Une manifestation du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT, section mexicaine de la IV^e Internationale).

POLOGNE

La botte feutrée du général Jaruzelski

Arrestations, procès, interdictions professionnelles, expulsions, la répression n'a pas cessé en Pologne. Mais le général Jaruzelski tente de tout faire pour qu'on en parle uniquement quand ça l'arrange.

Dix mille personnes ont manifesté le 1^{er} Mai à Varsovie avec Solidarnosc, dans le calme. Une cinquantaine d'arrestations suivirent, dont celles de Seweryn Jaworski, vice-président du syndicat de la région de Varsovie avant le coup du général Jaruzelski, et

de Jacek Kuron, ancien animateur du KOR et expert du syndicat. Les deux ont été immédiatement condamnés à trois mois de prison, pour « trouble de l'ordre public ». D'autres, pris ce 1^{er} Mai à Varsovie, Gdansk, Nowa Huta, Lodz... seront, eux

Appel de Frasnyniuk, Lis et Michnik

Nous avons été emprisonnés et nous serons jugés bientôt sous l'accusation d'avoir poursuivi notre activité syndicale. Notre procès est une provocation inspirée de modèles de la période stalinienne. Nous lançons un appel aux membres du Bureau international du travail et d'Amnesty International, aux syndicalistes, aux journalistes, et aux hommes de droit, en Pologne et dans le monde, à unir leurs efforts pour pouvoir assister au procès. C'est la seule possibilité de faire connaître la vérité à laquelle nous avons droit, nous, les gens jugés pour notre fidélité à Solidarnosc.

Prison d'arrêt, Gdansk, le 18 avril 1985



Un syndicaliste suisse emprisonné

Clive Loertscher, enseignant, militant syndical suisse membre du SSP/VPOD, a été arrêté à Varsovie le 13 avril dernier. Loertscher a suivi avec sympathie le combat de Solidarnosc en Pologne depuis août 1980 et s'est rendu à plusieurs reprises en Pologne avant et après le coup d'Etat. Il a participé activement aux actions de solidarité avec Solidarnosc organisées en Suisse, notamment après le 13 décembre, en récoltant des médicaments, des vêtements et de l'argent, en développant le parrainage des prisonniers politiques et en cherchant à faire connaître les informations en provenance de Pologne.

Son arrestation vise à lui faire payer cet engagement,

et au-delà de son cas, à décourager tous ceux qui, comme lui, sont actifs dans le soutien aux victimes de la répression en Pologne. En Suisse, une campagne pour sa libération se développe, un comité a été mis en place. Les principaux syndicats suisses se sont adressés aux autorités polonaises pour exiger la libération de Loertscher. L'effort pour la libération de Clive ne doit pas se limiter à la Suisse. Envoyez motions et télégrammes exigeant sa libération à l'ambassade de la RP de Pologne, 1, rue de Talleyrand, 75 007 Paris. (Copie au Collectif de défense pour la libération de C. Loertscher, p. a. SSP-VPOD Vaud Etat, 3, rue Chaucrau, 1003 Lausanne, Suisse).

aussi, condamnés dans les jours qui suivent.

Le 13 avril dernier, Czesław Bielecki, militant clandestin animateur des éditions CDN était arrêté à Varsovie avec Clive Loertscher, syndicaliste suisse séjournant en Pologne. Du fait de leur personnalité, les médias ont un peu parlé de cette affaire. Courant avril, la TV polonaise a annoncé plusieurs autres arrestations, souvent liées à la confiscation du matériel d'imprimerie du syndicat clandestin. Ces arrestations-là, par contre, comme celles de mars, de février, de... ne sont connues que des lecteurs de la presse du syndicat dissous.

Combien y a-t-il de prisonniers politiques aujourd'hui, neuf mois après la proclamation de l'amnistie ? En février il y en avait une cinquantaine, depuis ce chiffre a sérieusement augmenté. Mais la répression ne se limite pas à l'emprisonnement. Ainsi, la majorité de militants connus de Solidarnosc, libé-

rés à la suite de l'amnistie de juillet dernier ne trouve pas de travail : Andrzej Slowik, président du syndicat de Lodz ; Mieczysław Tarnowski, dirigeant mineur de Walbrzych ; Karol Modzelewski, ancien porte-parole national de Solidarnosc ; Andrzej Rozpłochowski, sidérurgiste et ancien dirigeant de Solidarnosc de Katowice, exemples parmi d'autres. Le Berufsverbot touche largement aussi les militants moins connus du syndicat. Voire, tout simplement, des travailleurs qui refusent de courber l'échine. Certains d'entre eux sont ensuite — comme M. Tarnowski — condamnés pour « parasitisme social ».

Tous peuvent présenter de volumineux dossiers de refus d'embauche par des entreprises qui, par ailleurs, inondent la presse d'offres d'emplois dans les spécialités qui se trouvent être les leurs... Parfois au chômage se joint une autre forme de répression : l'expulsion du logement « de fonction » occupé par le chômeur forcé. A. Rozpłochowski, qui s'est vu refuser un emploi par l'aciérie Huta Katowice (qui pourtant embauche...), a été prié, en même temps, de libérer le studio qu'il occupe avec sa femme. Motif : « ne travaille plus à Huta Katowice ». La famille de Tadeusz Jedynek, un des clandestins de la direction provisoire du syndicat, TKK, s'est elle aussi vu notifier une telle expulsion.

La répression du général Jaruzelski évite le spectaculaire. Contrairement à ce qui se passait en 1982, on ne condamne plus les syndicalistes à de lourdes peines. Quelques mois de prison, puis de nouveau quelques mois, puis... On les empêche de travailler, on maintient la pression sur leurs familles, on sanctionne leurs amis. Bref, le régime cherche à briser les opposants petit à petit, sachant qu'il est impossible d'organiser un gigantesque coup de filet vu leur nombre. Plus, ils sont trop décidés pour que des condamnations spectaculaires de quelques-uns puissent faire hésiter les autres.

Cyril Smuga.

ANTILLES

Campagne de promotion du livre la Révolte kanake.

A l'initiative de nos camarades du Groupe révolution socialiste, section antillaise de la IV^e Internationale, une campagne de promotion du livre *la Révolte kanake* a été lancée aux Antilles.

Lors du meeting public de clôture de la conférence des dernières colonies de la France qui s'est tenue en Guadeloupe le 7 avril dernier, plus d'une cinquantaine d'exemplaires de ce livre avaient déjà été vendus principalement à des militants et sympathisants de l'UPLG, cette organisation ayant accepté le dépôt de cet ouvrage dans l'un des stands de cette fête.

Par ailleurs, le GRS a organisé une série de rencontres avec les médias et les militants anticolonialistes des Antilles pour le camarade Vincent Kermel qui représentait la LCR à cette conférence. En Guadeloupe, une séance de dédicace, annoncée à la télévision, eut lieu dans deux librairies locales de Pointe-à-Pitre, Radio Caraïbe internationale (RCI) et Radio France outremer (RFO) ont diffusé des interviews de notre camarade, lequel put aussi s'exprimer longuement à Radio Tambou, la radio de l'UPLG.

En Martinique, outre RCI et RFO, notre camarade participa à une séance de dédicace dans une grande librairie progressiste de Fort-de-France et à une réunion publique sur la

Nouvelle-Calédonie au local du GRS. Par ailleurs, de longs débats en direct eurent lieu sur les ondes de Radio Balisier, proche de l'organisation nationaliste d'Aimé Césaire, le Parti progressiste martiniquais (PPM) et Radio Kon Lambi, proche du Parti communiste martiniquais (PCM).

Au total, ce sont plusieurs centaines d'exemplaires de ce livre qui ont déjà été vendus en quelques jours aux Antilles.

AFRIQUE DU SUD

Apartheid : non !

Le mouvement d'opposition à l'apartheid gagne en ampleur aux Etats-Unis. Depuis plusieurs mois, des rassemblements se poursuivent devant les ambassades sud-africaines et sur les campus universitaires. La protestation vise surtout à contraindre le gouvernement Reagan à infliger des sanctions économiques à l'Afrique du Sud et non à pratiquer un « engagement constructif ».

En Afrique du Sud même, les ghettos noirs n'ont pas été mis au pas par les forces de police, qui ont investi dimanche une ville noire dans la région de Port-Elizabeth. Vendredi 3 mai, c'était au tour de 41 syndicalistes du MAWU, syndicat de la métallurgie affilié à la FOSATU, de passer en procès. A la fin du mois, les dirigeants de l'UDF (Front démocratique uni), seront devant les tribunaux. A Paris, le Mouvement anti-apartheid organise des rassemblements devant l'ambassade, le prochain aura lieu le 29 mai.

A L'EST, RIEN DE NOUVEAU ?

Dérive économique

« Une des raisons du mauvais état du réseau ferré soviétique vient de ce que les cheminots vendent traverses et rails prévus pour le remplacement des voies. Ainsi en Extrême-Orient, sur les 160 000 traverses qui devaient être remplacées dans l'année, seulement 28 000 l'ont été. » (*Pravda* du 10 novembre 1983).

« Le directeur du sovkhosze Ogonek de la région de Tachkent (URSS) a commandé à une usine de Kichinev une chaîne de mise en bouteille automatique de jus de raisin. Après bien des rappels, il reçut, en mars 1984, une chaîne de mise en conserve de tomates, incomplète qui plus est. Depuis, ni l'usine ni le ministère dont elle dépend ne répondent à ses réclamations. Or le sovkhosze produit des fruits mais pas de tomates... » (*Pravda* 17 octobre 1984).

« Le sixième puits de la mine de charbon Sosnica à Bojkow (Pologne) a une

forme ovale et non carrée. Pour ce projet et son application, de fortes primes ont été distribuées. Le puits est malheureusement inutilisable, car on ne peut l'utiliser pour sortir les wagonnets de la mine (ils sont trop grands). Actuellement, des travaux sont en cours pour rendre ce puits utilisable ; il devrait être opérationnel en 1983 et ne le sera qu'en 1985 au plus tôt. (...) La direction a commandé du mastic pour l'isolation des puits en le payant 350 mille zlotys. Lors des tentatives de son emploi, il s'est avéré que cela est impossible sans ciment et gravier. Le mastic a été jeté dans un grand trou et recouvert de terre. Dans cette mine, le travail de samedi et du dimanche est obligatoire pour ceux qui sont désignés. Pour le refus de travailler le dimanche, les mineurs sont sanctionnés et perdent le droit de toucher la prime. » (*Robotnik*. Journal de Solidarnosc de Varsovie, 30 janvier 1984).

BANDES DESSINEES

En mai, lis ce qu'il te plaît

Quatre fois couronnées au festival d'Angoulême pour leurs auteurs, les éditions Castermann nous annoncent un printemps prometteur... Les autres maisons d'édition ne sont, heureusement, pas en reste.

Si le dernier Sokal aux éditions Castermann (*Noces de brume*) déçoit terriblement par sa symbolique grand-guignolesque, le nouveau roman de Comes, en revanche (*Eva*) est presque aussi vénénéux que son homonyme de la Série noire ! Des automates pervers et belliqueux, témoins muets (?) d'une rencontre entre une voyageuse égarée et deux étranges jumeaux.

Toujours aussi fascinante, la série *Jhen* de Pleyers sur un scénario de Martin, nous transporte cette fois à Strasbourg (*la Cathédrale*) où l'empereur Sigismond et l'évêque de la ville complotent pour renforcer le contrôle allemand sur les petits fiefs et couvents qui longent la riche vallée du Rhin.

Autre plongée moyenâgeuse avec *le Piège* de F. Craenhals, quinzième aventure du Chevalier Ardent, le bouillant vassal du roi Arthus, en route cette fois pour Kiev. Dessin assez relâché, bien loin des richesses d'ombre du temps des albums de Pom et Teddy. Altan, l'auteur fabuleux du *Petit Merdier italien* et d'*Un Métallo nommé Cipputi*, est-il fait pour le récit de longue durée ? *Colombo*, version iconoclaste de la découverte des Amériques, malgré les gags (les marins qui s'amuse à chaque jour à hurler « Terre, terre ! ») laisse une impression de lourdeur... et d'ennui !

J'adore Luc Leroi, son look « sixties » attardé, sa petite taille complexante et sa sale humeur ; *Luc Leroi remonte la pente* est un recueil de petites nouvelles bourrées d'humour et d'un sens de l'observation très acéré.

★ ★ ★

Les Editions du Lombard proposent un album d'Andréa, *la Caverne du souvenir* que les curieux du 9^e art doivent absolument découvrir. Après Schuiten et Renard, voilà certainement l'un des stylistes les plus prometteurs du moment.

Autre agréable surprise *Cap sur Gibraltar*, une bande maritime du vétéran William Vance, et de superbes images de mer et de voile pour ce premier tome des aventures du lieutenant Bruce J. Hawker de l'Amirauté britannique.

Outre quelques albums d'humour (*Cubitus*, *le Club des peur de rien*, *Modeste et Pompon...*), on retrouvera quelques-uns des héros du journal *Tintin* : Ric Hochet dans sa quarantième aventure (*le Double qui tue de Tibet*) ; le pilote de coucou Martin Milan (*l'Ange et le surdoué* de Godard) et le capitaine Sabre (*la Croisade des saltimbanques* de Gine) un héros qui doit autant à Bernard Prince qu'à Corto Maltese !

★ ★ ★

Chez Glénat, peu de choses passionnantes ce mois-ci, hormis le troisième tome des aventures de Louis « La Guigne » (*Un Automne à Berlin* de Dethorey et Giroud) ; où

on retrouve le sympathique libertaire transporté dans les souffres de la République de Weimar, secouée par les exactions des corps francs et des SA. C'est l'un des scénarios les plus originaux de la presse BD actuelle, et cette saga de Louis Fercho, à l'aube de la montée du nazisme, est passionnante à suivre.

★ ★ ★

Aux éditions Dupuis, outre quelques rééditions utiles (*le Trésor d'Alaric* de Will, seconde aventure de Tif et Tondou ; *l'Or du El Terrible* de Remacle ; Timour et *la Galère pirate de Sirius...*) et le cinquième tome de *Tout Buck Danny* qui reprend trois albums initialement parus en 1954 et 1955... Il convient de signaler un magnifique album qui vient confirmer le talent de Marc Wasterlain, le plus poétique et le plus doué des dessinateurs actuels du magazine *Spirou*. *Le Fils de l'Inca* est une aventure passionnante de Jeanette Pointu, reporter-photographe, que l'on avait déjà découvert dans un album précédent *le Dragon vert*. Fraîcheur du dessin, mais aussi acuité du regard porté sur les événements politiques côtoyés par cette petite femme reporter... L'une des rares héroïnes de BD, mais surtout, la seule renouant avec la tradition des héros-reporters d'hier (Tintin, Fantasio, Marc Dacier...) devenus depuis quelques temps, les nouveaux héros cinématographiques (*Under Fire*, *l'Année de tous les dangers*, *Profession reporter*, *la Déchirure...*)

★ ★ ★

Aux Humanoïdes associés, Denis Sire retrouve avec *Lisa Bay* les sculpturales beautés, sophistiquées et inutiles qui rendent son dessin aussi fasciné par les formes, que celui de n'importe quel illustrateur de « bondage ».

Sergent Kirk 3 continue de réunir les histoires dessinées par Hugo Pratt pour les « fumetti » italiens des années cinquante.

Restent *Petra chérie* d'A. Micheluzzi, dont je n'arrive pas à comprendre l'engouement qu'il provoque, et la dernière nullité de Charlie Schlingo *les Saucisses de l'exploit* qui ne tentera que les pervers... (j'en connais !...)

★ ★ ★

Target est le troisième album du pilote canadien Dan Cooper, dessiné par A. Weinbert (ed. Novedi). La série est depuis si longtemps enlisée dans le médiocre et le banal que rien ne semble pouvoir la rehisser un jour au niveau des cinq premiers albums, jadis parus dans la prestigieuse collection du Lombard.

★ ★ ★

Les éditions Magic-Strip rééditent *Blondin et cirage en Amérique*, la première aventure de ces deux enfants, dessinée par Jijé en 1939 dans l'hebdo *les Petits Belges*... Encore plus caricatural que le *Tintin en Amérique*



d'Hergé, on a peine à imaginer devant les cow-boys ridiculement accoutrés, les indiens de patronage et les chevaux pansus, que Jijé sera quinze ans plus tard, le fabuleux dessinateur de Jerry Spring, cette grande série western sur laquelle se formera un petit jeune nommé Giraud...

★ ★ ★

Parler western sans citer Michel Blanc-Dumont est difficile. *Dargaud* édite sous le titre *Courts métrages* un bel album, reprenant diverses histoires courtes dessinées entre 1972 et 1984 par l'auteur des Jonathan

Cartland. Il y a de superbes légendes indiennes illustrées avec un talent fou, et quelques balades contemporains, belles et lucides qui, comme *Flashback* et *la Mort de Tonnerre jaune*, figureront parmi les plus belles pages consacrées aux Amérindiens d'aujourd'hui...

Chez Dargaud également, un très bel album érotique de Philippe Bertrand *Linda aime l'art*. Bertrand est un vrai dessinateur et aussi un remarquable coloriste. Son livre, empli de phantasmes vidéos, pourrait presque être celui d'un Klossowski hanté par le graphisme des années-pubs...

Michel Laszlo



J'ai rarement vu une semaine aussi vide ! Même au niveau des films, on se croi-

rait en plein mois d'août, lorsque les distributeurs peuplent les salles parisiennes

des rebuts de saison... Si l'on veut être sommaire et sévère, il n'y a guère que quatre films intéressants cette semaine :

● **Mardi 20 h 40 (FR 3)** *Julia* de Fred Zinneman, avec J. Fonda, V. Redgrave et J. Robards. Film sur l'amour et l'admiration qu'une petite juive new-yorkaise porte à l'une des filles de la haute bourgeoisie conservatrice ; sur leurs retrouvailles à la fin des années trente en Europe,

et sur cette folle aventure qui va les mener au cœur de l'Allemagne nazie. Au contact de *Julia*, Lilian Hellman, la compagne de de « Dash » Hammet, va devenir une ardente militante antifasciste, de sa collaboration au film de J. Ivens, *Terre d'Espagne*, à son refus de témoigner devant la Commission du sénateur McCarthy en 1952. Réalisée par l'un des vétérans d'Hollywood, cette adaptation d'une superbe nouvelle

autobiographique de L. Hellmann est, par la grâce de l'interprétation notamment, l'un des plus beaux films « de femmes » de ces dix dernières années...

Et puis la poursuite du cycle consacré à King Vidor, **dimanche soir, 22 h 30** sur FR 3 avec *Billy the Kid* réalisé en 1931 ; l'affaire *Violette Nozières* vue avec féroce par Claude Chabrol en 1978 avec I. Huppert (**Jeudi 20 h 35** sur FR 3) ; et enfin la pre-

mière partie de la version intégrale de *Petit à petit*, film tourné par l'ethnologue Jean Rouch en 1970, sur une bonne idée de retournement de situation : deux jeunes Africains venant étudier « les maisons à étage » des nations occidentales. La morale est parfois simpliste, le style bavard, mais cette leçon d'ethnographie « à rebours », en 1970, était assez réjouissante (**Vendredi, 23 h, A 2**).

Michel Laszlo



Jean-Marie Tjibaou, au centre, lors d'un précédent séjour parisien, assistait à l'assemblée générale de l'Association de solidarité.

INTERVIEW DE JEAN-MARIE TJIBAOU

Les outils de l'indépendance

Le congrès du FLNKS aura lieu à la fin de ce mois. Pendant ce temps, le gouvernement français vient d'accorder un siège supplémentaire à la région de Nouméa, nouveau recul face à la droite caldoche. Au retour des manifestations de Bonn contre le sommet des pays les plus riches, nous avons demandé à Jean-Marie Tjibaou de nous parler des problèmes auxquels fait face le mouvement indépendantiste

□ Le gouvernement, renvoyant l'échéance majeure de l'indépendance à l'après-86, semble « passer le bébé » à la droite en cas de victoire de celle-ci. Quelle stratégie du FLNKS pourrait éviter ce tour de passe-passe ?

Je ne voudrais pas engager le Front avant qu'il ait pris position. En ce moment, il dispose du texte lui-même, alors que je ne l'ai pas encore lu. Chacune des organisations qui forme le Front est en train de l'étudier pour se prononcer au congrès qui aura lieu à la fin de ce mois à Hienghène.

□ En attendant, avec les propositions immédiates d'élections dans les quatre régions, si le congrès de Hienghène décide d'y participer, le FLNKS aura pour la première fois à assumer la direction concrète de certaines régions et va être confronté à la mise en œuvre d'un certain nombre de ré-

formes ou nouveautés, par exemple au problème foncier et celui des grandes propriétés. Quelles sont les différences voies possibles pour aborder cette question ?

Nos discussions ont surtout été théoriques. Maintenant que nous allons disposer d'outils plus directs d'administration et aussi des possibilités d'investissements qui sont tout à fait nouvelles, nous serons un peu mis au pied du mur et donc obligés d'harmoniser les positions qui ne sont pas aujourd'hui communes à toutes les organisations du Front. Face au réel, on ne peut pas, dans un village, dans une tribu, promouvoir des modèles agraires de mise en valeur de la terre différents. Mais ce qui reste acquis, c'est que le patrimoine clanique devra être reconnu. A partir de là, ce qui est aujourd'hui l'office foncier, bénéficiant peut-être de moyens plus importants de l'Etat, pourra organiser la gestion pour la mise en va-

leur, en tenant compte du fait patrimonial. Il devra faire évoluer le statut et la conception de la terre dans une économie moderne, peut-être pas la vente de la terre car nous avons toujours dit « la terre n'est pas à vendre ! », mais la gestion, et, c'est tout à fait nouveau pour nous, formuler les droits des gens qui mettent en valeur la terre.

Nous avons adopté, quand j'étais encore au Conseil de gouvernement du territoire, un texte prévoyant une retraite pour les vieux exploitants agricoles, ce qui leur permet de céder une exploitation sans être trop vieux. C'est déjà une voie. Cela veut dire que la terre n'est pas seulement un patrimoine mais aussi un outil de travail qui peut être mis à la disposition des jeunes et des moins jeunes. Ils utilisent cet outil comme l'on dispose d'un local commercial. C'est un point de vue que nous développons, à l'Union calédonienne, et je pense que nous allons continuer à le discuter quand nous serons face à des capitaux à investir, parce que le problème jusqu'à présent, c'est qu'on n'arrive pas à obtenir des crédits, soit d'équipement, soit pour les semences et les engrais.

□ Pour mener la lutte aujourd'hui, il y a deux types d'organisation : les « groupes de pression » qui correspondent à ce que nous appelons des partis et le FLNKS. Est-ce que le Front est juste

un outil pour l'indépendance ou penses-tu que, dans la société future, il aura un rôle particulier par rapport aux partis ?

Dans la période de lutte actuelle, je pense que c'est un outil indispensable. Moi, je souhaiterais qu'il puisse toujours exister. Le problème c'est qu'à partir du moment où la Constitution prévoit la liberté de créer des partis, il est tout à fait probable que chacun des groupes voudra reprendre sa liberté en fonction de son idéologie propre. Enfin, je souhaite que l'on continue à travailler ensemble au moins pour le démarrage, pour la mise en place des outils de l'indépendance. C'est une nécessité.

□ Sans trancher sur ce que va décider le congrès maintenant, il semble que la logique du gouvernement français soit : l'indépendance d'accord mais assortie de l'association, avec la base militaire et ses vues propres sur le Pacifique. Est-ce une logique compatible avec celle des indépendantistes kanaks ?

Non, je pense que c'est une logique qui est liée avec l'association, c'est-à-dire ce que le partenaire français met dans le panier, mais ce n'est pas l'indépendance kanake socialiste qui est le projet du FLNKS. Cependant, je dirais que pour traverser un fleuve, si l'on n'a pas de bateau à soi,

on prend des bouts de bois que l'on trouve ; et c'est quand on est arrivé sur l'autre rive que l'on décide ce qu'on fait avec les morceaux de bois qu'on a utilisés.

□ Tu viens de participer à des manifestations en Allemagne à un moment où l'on parle beaucoup d'un blocus américain du Nicaragua. Tu as parlé, au cours d'un meeting, au côté d'un représentant nicaraguayen. Est-ce une simple coïncidence ou y a-t-il des choses communes à vos luttes ?

Après ce sommet de Bonn des super-grands qui décident de la vie et de la mort sur la planète, il m'apparaît de plus en plus évident que les gens du tiers monde, que ce soit ceux du Nicaragua, de Kanaky ou même les treize millions de chômeurs européens font partie du même camp des exploités, c'est-à-dire les gens qui ne participent pas au festin auquel les super-grands invitent certains qui ont les moyens d'investir, de développer la rentabilité de leur exploitation. Ceux-ci essaient de garantir, par les lois mais aussi par les armes, cette exploitation bien organisée. Le combat pour le tiers monde, c'est le combat pour les frustrés de tous les pays.

La poussée trop gourmande de ceux qui bouffent tout sur leur passage, qui exploitent, fait de plus en plus de victimes et les victi-

mes se retrouvent dans le même camp. Les gens du tiers monde sont amenés dans le camp des treize millions de chômeurs en Europe et réciproquement. Cela me semble une prise de conscience importante. Le débat important à la fin de ce siècle, c'est de repenser la mise en valeur des richesses au service de tous les hommes et non pas seulement de quelques-uns.

□ La solidarité en France paraît plus que jamais nécessaire. Quelle demande fais-tu à ceux qui y participent ?

Je leur demanderai peut-être de renforcer l'unité, de concrétiser leur soutien : on a parlé de jumelages, de projets concrets avec nos comités de lutte. Cela permettra à l'information de circuler. Les gens qui participent au soutien en France verront ainsi que leur participation constitue une pierre apportée à l'édification de Kanaky. C'est important dans cette période. Il faut se mobiliser d'abord sur la concrétisation de ce que j'appelle « faire l'indépendance » et dans un deuxième temps pousser pour faire avancer les délais qui, pour nous, sont des périodes qui font durer l'insécurité. Plus vite on fera le référendum, plus vite on lèvera l'hypothèque sur l'insécurité permanente.

Propos recueillis par Rafaël Duffleaux